

11 février 2016

TELUS annonce ses résultats pour le quatrième trimestre 2015 et ses objectifs financiers pour 2016

109 000 nouveaux abonnés nets aux services sans fil postpayés, à Internet haute vitesse et au service de télévision; un BAIIA en hausse de 4,9 pour cent

1,6 milliard \$ distribués aux actionnaires en 2015; augmentation visée de 10 pour cent du dividende annuel en 2016

Objectif de croissance du produit de 3 pour cent et de croissance du BAIIA de jusqu'à 6 pour cent en 2016 aussi bien pour les services sans fil que filaires

Vancouver, C.-B. – Les produits d'exploitation consolidés de TELUS Corporation ont augmenté de 2,8 pour cent par rapport à l'année précédente, pour atteindre 3,2 milliards \$ au quatrième trimestre de 2015, en conséquence d'un produit des services de transmission des données plus élevé aussi bien dans les opérations sans fil que filaires. Le produit des services de transmission des données sans fil a ainsi augmenté de 9,9 pour cent, ce qui a conduit à une augmentation du produit général du réseau de 3,0 pour cent, tandis que le produit des données filaires a augmenté de 8,8 pour cent pour générer une croissance de 4,4 pour cent du produit d'exploitation des services filaires externes. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA)¹ a été impacté par des frais de restructuration et autres frais importants, à hauteur de 99 millions \$. Lorsque l'on exclut ces frais de restructuration et autres frais pour les deux périodes, le BAIIA était en hausse de 4,9 pour cent pour atteindre 1,1 milliard \$. Le BAIIA incluant les frais de restructuration et autres frais était inférieur de 2,2 pour cent par rapport à l'exercice précédent.

« TELUS a enregistré de solides performances au quatrième trimestre, en termes de BAIIA et de croissance du nombre d'abonnés dans les segments filaire et sans fil, en dépit des défis économiques affectant certains de nos clients en Alberta », a déclaré Darren Entwistle, président et chef de la direction. « Nos excellents résultats financiers sont le résultat de notre priorité absolue à faire passer les clients avant tout et de la mise en œuvre d'une stratégie gagnante mettant l'accent sur les investissements à long terme pour assurer une croissance durable. »

M. Entwistle a également ajouté : « En 2016, nous avons établi des objectifs reflétant la diversité et les points forts de TELUS dans plusieurs actifs de croissance des segments d'exploitation filaires et sans fil. Ces objectifs continuent de mettre en avant notre modèle de croissance des dividendes et nos initiatives de rachat d'actions, tout en démontrant la confiance que nous portons dans notre capacité à gérer avec succès nos programmes d'efficacité et nos investissements centrés sur la croissance dans un secteur hautement concurrentiel.

M. Entwistle a ajouté : « TELUS jouit d'une expérience longue et éprouvée en matière d'investissements cohérents et transparents pour le bénéfice à long terme de nos clients et de nos actionnaires, en dépit de facteurs exogènes aggravants et de la volatilité inévitable de l'économie à court terme. Nous acceptons volontiers le rôle de chef de file joué par TELUS dans l'économie nationale et allons continuer à investir prudemment dans notre technologie de réseaux et de bande passante, afin donner aux canadiens les moyens de conserver leur position de chefs de file mondiaux du numérique. »

John Gossling, vice-président exécutif et directeur financier de TELUS, a déclaré : « Je suis très heureux de l'approche équilibrée adoptée par l'équipe de TELUS qui permet d'effectuer des investissements dans le domaine de l'efficacité sans compromettre l'accent sur le client, les investissements stratégiques ou nos grandes initiatives en faveur des actionnaires. Malgré un environnement plus difficile, les résultats de nos activités filaires et sans fil ont continué de croître et ont permis de distribuer 1,6 milliard de dollars aux actionnaires en 2016, sous forme d'une croissance du dividende et de rachat d'actions ».

M. Gossling a ajouté : « Nous restons engagés à continuer l'investissement dans nos réseaux qui sont essentiel pour la satisfaction du client, ainsi qu'à poursuivre une croissance équilibrée, tout en soutenant nos initiatives équilibrées et transparentes à l'attention des actionnaires. TELUS a bien manœuvré durant cette période importante d'investissements et a su maintenir une position financière solide, afin de pouvoir continuer à faire des investissements disciplinés dans ses principaux actifs à long terme, dans un environnement où le coût de financement est le plus bas que l'on ait jamais connu. Tout au long de ce cycle unique d'investissements, nous avons augmenté notre part de marché de connexions d'abonnés sans fil et filaire, et notre produit d'exploitation et notre BAIIA ont constamment progressé. De plus, nous avons livré des revenus record par client et nous avons renforcé ce qui était déjà la meilleure fidélisation du client de l'industrie. Plus important encore, au cours de cette période d'investissements accrus, nous avons amélioré nos objectifs de situation financière à long terme en étendant l'échéance moyenne des emprunts à long terme de TELUS pour atteindre 11,1 ans, comparativement à 5,5 ans en 2012, et en réduisant le coût moyen pondéré des emprunts à long terme de TELUS à 4,32 pour cent, comparativement à 5,44 pour cent à la fin de 2012 ».

Le bénéfice net et le bénéfice par action (BPA) ont été affectés par des frais de restructuration et autres frais importants, ainsi que par une augmentation des dépenses d'amortissement. Ceci reflète en partie la base plus élevée d'actifs de TELUS due aux investissements continus dans ses réseaux de fibre optique et 4G. Le bénéfice net ajusté³ a baissé de 1,2 pour cent à 324 millions \$, tandis que le BPA ajusté³ de 0,54 \$ par action était en hausse de 1,9 pour cent par rapport à l'exercice précédent. Sur une base rapportée, le bénéfice net a baissé de 16 pour cent à 261 millions \$, tandis que le bénéfice par action (BPA) a baissé de 14 pour cent à 0,44 \$ dû aux frais de restructuration et autres frais plus élevés.

FAITS SAILLANTS SUR LES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En \$ canadiens et en millions, sauf les données par action (non audités)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation variation
	2015	2014	
Produits d'exploitation	3 217	3 128	2,8
Charges opérationnelles avant dépréciation et amortissements	2 239	2 127	5,3
BAIIA ⁽¹⁾	978	1 001	(2,2)
BAIIA, frais de restructuration et autres frais exclus ⁽¹⁾⁽²⁾	1 077	1 027	4,9
Bénéfice net	261	312	(16,3)
Bénéfice net ajusté ⁽³⁾	324	328	(1,2)
Bénéfice par action (BPA)	0,44	0,51	(13,7)
BPA ajusté ⁽³⁾	0,54	0,53	1,9
Dépenses d'investissement	655	570	14,9
Flux de trésorerie disponibles ⁽⁴⁾	197	337	(41,5)
Total connexions abonnés ⁽⁵⁾	12,495	12,228	2,2

(1) Le BAIIA n'a pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. TELUS donne des indications et fait état de son BAIIA parce qu'il s'agit d'un instrument clé de l'évaluation de la performance aux niveaux consolidé et segmenté. Pour plus de définitions et d'explications, veuillez vous reporter à la Section 4.1 du Rapport de gestion du quatrième trimestre 2015 ci-joint.

(2) Pour le quatrième trimestre de 2015 et de 2014, les frais de restructuration et autres frais étaient respectivement de 99 millions \$ et de 26 millions \$.

(3) Le bénéfice net ajusté et le BPA ajusté n'ont pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. Ces termes sont définis dans le présent communiqué de presse comme excluant (après impôts sur les bénéfices) : a) les frais de restructuration et autres frais et b) les ajustements favorables associés à l'impôt sur les bénéfices. Pour une analyse plus approfondies des éléments susmentionnés, veuillez vous reporter à la Section 1.2 du Rapport de gestion du quatrième trimestre 2015 ci-joint.

(4) Les flux de trésorerie disponibles n'ont pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. Pour des définitions et des explications, veuillez vous reporter à la Section 4.1 du Rapport de gestion du quatrième trimestre 2015 ci-joint.

- (5) La somme des abonnés sans fil actifs, des lignes d'accès au réseau (LAR) résidentielles, des abonnés à l'accès Internet haute vitesse et des abonnés au service télévision (abonnés Télé OPTIK et TELUS Satellite TV®) mesurée à la fin des périodes respectives basées sur les informations de la facturation et d'autres systèmes. À compter du 1er janvier 2014, les connexions des abonnés ont été redéfinies pour exclure 25 000 abonnés à Internet par ligne commutée et inclure 222 000 abonnés Public Mobile prépayés dans les soldes d'ouverture des abonnés. En novembre 2013, TELUS a fait l'acquisition de 100 pour cent de Public Mobile, un opérateur canadien de communications sans fil concentré sur les marchés de Toronto et de Montréal. Par ailleurs, à dater du 31 décembre 2015, les LAR commerciales ont été supprimées de la base d'abonnés rapportée du fait de leur pertinence moindre en tant qu'indicateur de performance clé (par exemple, l'impact des migrations des lignes vocales vers des services sur IP a conduit à des pertes de LAR commerciales sans déclin similaire en termes de revenus). En conséquence, le 31 décembre 2014 a été rétrospectivement ajusté pour exclure 1 613 000 LAR commerciales dans le nombre total d'abonnés rapportés. Au 31 décembre 2015, la base d'abonnés aux LAR commerciales était de 1 586 000 et les pertes de LAR commerciales au quatrième trimestre et pour l'exercice 2015 complet étaient respectivement de 5 000 et 27 000. Par comparaison, les pertes de LAR commerciales au quatrième trimestre de 2014 étaient de 5 000 et les gains de LAR commerciales pour l'exercice 2014 complet étaient de 2 000.

Dans le secteur filaire, le produit d'exploitation lié à la transmission de données a été stimulé par une augmentation du nombre d'abonnés, une proportion accrue mais modérée des plans sur deux ans à tarif plus élevé dans la composition des revenus, une composition des abonnés postpayés plus favorable, et une plus grande utilisation des données. Ceci fut en partie contrebalancé par les effets du ralentissement économique, notamment en Alberta, ainsi que par un déclin constant du produit d'exploitation des services de transmission de la voix. La croissance du produit d'exploitation lié à la transmission de données pour le secteur filaire a été générée par une augmentation du produit d'exploitation des services Internet et des données améliorées qui résulte d'une hausse constante du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, ainsi que d'un produit d'exploitation par abonné également en hausse, d'une augmentation d'abonnés aux services TELUS International, d'une augmentation des services externalisés des processus commerciaux et d'une hausse du chiffre d'affaires de TELUS Santé.

Pendant le trimestre, TELUS a attiré 109 000 abonnés nets aux services sans fil postpayés, au service de télévision et au service Internet haute vitesse. Cela inclut 62 000 abonnés aux services sans fil postpayés, 25 000 abonnés au service de télévision de TELUS et 22 000 abonnés au service Internet haute vitesse. Ces gains ont été en partie contrebalancés par la perte continue des lignes d'accès au réseau téléphonique traditionnel. La base totale de 8,5 millions d'abonnés sans fil est en hausse de 2,1 pour cent par rapport à l'exercice précédent, les connexions à Internet haute vitesse ont augmenté de 6,2 pour cent à la hauteur de 1,6 million et le nombre d'abonnés au service de télévision de TELUS est en hausse de 9,7 pour cent pour atteindre 1 million.

Le flux de trésorerie⁴ disponible de 197 millions \$ au quatrième trimestre était en baisse de 140 millions \$ par rapport à l'exercice précédent, qui résulte principalement d'une rémunération basée sur les actions, de dépenses d'investissement plus élevées, ainsi que d'un BAIIA inférieur qui reflète des frais de restructuration et autres frais importants. Pour 2015, le flux de trésorerie disponible de 1,1 milliard \$ était en hausse de 21 millions \$, ou 2,0 pour cent par rapport à 2014, principalement dû aux paiements de l'impôt sur les revenus inférieurs, aux dépenses de restructuration moindres et à une croissance du BAIIA, partiellement compensée par des dépenses d'investissement et une rémunération basée sur les actions plus élevées.

Au quatrième trimestre de 2015, TELUS a distribué 486 millions \$ à ses actionnaires, dont 252 millions \$ en dividendes payés et 234 millions \$ en rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) de 2016. Pour 2015, TELUS a distribué plus de 1,6 milliard \$ aux actionnaires, dont 992 millions \$ en dividendes payés et l'achat pour l'annulation de 15,6 millions d'actions ordinaires pour un montant de 635 millions \$, dans le cadre de son programme d'achat d'action pluriannuel.

Le présent communiqué contient des énoncés au sujet de futurs événements et de rendements financiers et opérationnels de TELUS (la « Société »), y compris concernant les hausses de dividendes futures et les offres publiques de rachat dans le cours normal des activités jusqu'en 2016, ainsi que les objectifs annuels pour 2016 et des indications, qui sont de nature prospective. Par leur nature même, ces énoncés prospectifs exigent de la Société qu'elle fasse des hypothèses et formule des prévisions, et sont assujettis à des risques et à des incertitudes. Il existe un risque important que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs devraient faire preuve de prudence et ne pas se fier indûment à ces énoncés, puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et le rendement futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont décrits dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, le présent communiqué de presse est assujetti à la limitation de responsabilité et est donné sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses pour les indications annuelles pour 2016, les hausses de dividendes semestrielles jusqu'en 2016 et notre capacité à soutenir et à réaliser notre programme de rachat d'actions pluriannuel jusqu'en 2016), des qualifications et des facteurs de risque mentionnés dans l'analyse par la direction des activités opérationnelles du quatrième trimestre et dans le rapport annuel de 2015, ainsi que dans les autres documents d'information publiés par TELUS et les documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (sur SEDAR à sedar.com) et des États-Unis (sur EDGAR à sec.gov). Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de modifier ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à sa discrétion, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses cibles et prévisions annuelles.

Faits saillants des activités du quatrième trimestre 2015

Services sans fil de TELUS

- Les produits d'exploitation du réseau sans fil ont augmenté de 46 millions de \$, ou 3,0 pour cent, pour atteindre 1,6 milliard au quatrième trimestre de 2015, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance a été stimulée par une augmentation de 9,9 pour cent du produit d'exploitation des données, reflétant la croissance du nombre d'abonnés, une proportion accrue mais modérée des plans sur deux ans à tarif plus élevé dans la composition des revenus, une composition plus favorable des abonnés aux services postpayés, et une plus grande itinérance des données. Ceci fut en partie contrebalancé par les effets du ralentissement économique, notamment en Alberta, ainsi qu'un déclin constant des revenus pour les services liés à la transmission de la voix.
- Le PMAA combiné a augmenté de 0,6 pour cent pour atteindre 63,74 \$, reflétant ainsi le 21^e trimestre consécutif de croissance en cumul annuel du PMAA combiné de TELUS.
- Le taux de désabonnement mensuel des services postpayés a augmenté de sept points de base d'un exercice à l'autre, pour se fixer à 1,01 pour cent. L'augmentation reflète l'intensité accrue de la concurrence résultant de l'expiration simultanée des contrats abonnés sur deux et trois ans à partir de juin 2015, ainsi que des effets du ralentissement économique, notamment en Alberta. Ces tendances devraient se poursuivre jusqu'en 2016. Le taux de désabonnement mensuel combiné a augmenté de 11 points de base à 1,32 pour cent, reflétant les efforts continus de TELUS pour les initiatives qui visent à accorder la priorité aux clients et pour les programmes de fidélisation.
- Le nombre de 62 000 nouveaux abonnés aux services postpayés est en baisse en cumul annuel de 56 000 en raison du nombre inférieur brut des nouveaux abonnés, résultant principalement du ralentissement économique, notamment en Alberta, des prix d'appareils plus élevés et d'un taux de désabonnement plus important. Le nombre total de nouveaux abonnés au service sans fil est de 36 000, soit 50 000 abonnés de moins par rapport à la même période de l'exercice précédent, en raison du nombre en baisse des nouveaux abonnés des services postpayés et d'une perte de 26 000 abonnés prépayés.
- Le BAIIA du secteur des services sans fil, frais de restructuration et autres frais exclus, a augmenté de 18 millions \$, ou 2,8 pour cent, au cours de l'exercice précédent, pour atteindre 653 millions \$ parce que la croissance du produit d'exploitation du réseau et les initiatives d'efficacité opérationnelle ont été partiellement compensées par des dépenses de rétention accrues. Les coûts de rétention en pourcentage des revenus du réseau étaient de 17,0 pour cent, reflétant une augmentation de 50 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent, provenant d'une hausse de 5,4 pour cent des volumes de rétention et de la présence de périphériques pour téléphones intelligents plus chers dans le mix de ventes.
- Le BAIIA du secteur des services sans fil, frais de restructuration et autres frais exclus et moins dépenses de restructuration, a légèrement chuté d'une année sur l'autre, de 3 millions \$, pour atteindre 444 millions \$, principalement en raison des dépenses d'investissement plus élevées.

Services filaires de TELUS

- Les produits d'exploitation externes tirés des services filaires ont augmenté de 61 millions de \$, ou 4,4 pour cent, pour atteindre 1,4 milliard de \$ au quatrième trimestre de 2015, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance a été générée par un produit d'exploitation des transmissions de données en hausse, en partie compensé par une baisse continue du produit d'exploitation des services de transmission de la voix traditionnels, ainsi que des activités d'exploitation en baisse.
- Les produits d'exploitation tirés des services de transmission de données ont progressé de 80 millions \$, ou 8,8 pour cent, dus à la croissance continue du nombre d'abonnés aux services Internet haute vitesse et à un produit d'exploitation par abonné plus élevé, à l'augmentation des services externalisés des processus commerciaux, à une hausse du produit d'exploitation provenant de la croissance du nombre d'abonnés au service télévision et à l'augmentation du produit d'exploitation de TELUS Santé.
- Le service Internet haute vitesse a gagné 22 000 abonnés supplémentaires, un nombre comparable à celui du même trimestre de l'exercice précédent. Ceci reflète l'expansion continue du service à large bande haute vitesse de TELUS dans les communautés urbaines et rurales, y compris la fibre optique, et l'effet de soutien des services groupés de Télé OPTIK.
- Le service de télévision a gagné 25 000 abonnés supplémentaires au total, un nombre en baisse de 3 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. L'expansion du service à large bande haute vitesse de TELUS a été contrebalancé par une augmentation plus lente des abonnés industriels, une concurrence croissante des services par contournement (« over the top ») et une hausse du taux de désabonnement des clients.

- Pour le trimestre, le nombre total de lignes d'accès au réseau (LAR) résidentielles a baissé de 24 000 lignes, comparativement à une baisse de 20 000 lignes au même trimestre de l'exercice précédent. Les pertes de LAR résidentielles continuent de refléter la tendance continue du remplacement des services sans fil et Internet, en partie compensés par la réussite de la stratégie de services groupés de TELUS.
- Le BAIIA des services filaires, frais de restructuration et autres frais de 424 millions \$ exclus, a augmenté de 32 millions \$, ou 8,2 pour cent, en cumul annuel. L'augmentation reflète l'amélioration des marges du produit d'exploitation des transmissions de données, y compris les services Internet, les services télévision, les services d'externalisation du processus commercial et TELUS Santé, ainsi que des initiatives d'efficacité d'exploitation continues. La croissance du BAIIA a également bénéficié des gains des ventes de certains actifs immobiliers pour une valeur d'environ 13 millions \$.
- Le BAIIA du filaire, frais de restructuration et autres frais exclus, et moins les dépenses d'investissement, a baissé de 32 millions \$ pour atteindre (22) millions \$, du fait principalement que le BAIIA plus élevé a été plus que compensé par les dépenses d'investissement plus élevées qui soutiennent la croissance à long terme de TELUS. Les dépenses d'investissement ont augmenté par rapport à la même période de l'exercice précédent ce qui résulte des investissements stratégiques continus dans l'infrastructure du réseau bande large, y compris en connectant davantage de foyers et d'entreprises directement au réseau de fibre optique de TELUS, et à l'aide d'investissements dans la résilience et la fiabilité du réseau.

Faits saillants de la Société en 2015

TELUS réalise des contributions et des investissements importants auprès des communautés où vivent, travaillent et officient les membres de l'équipe, et dans l'économie canadienne, au nom des clients, des actionnaires et des membres de l'équipe, en :

- Payant, collectant et versant un total de 1,8 milliards \$ de taxes en 2015 aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux du Canada, sous forme d'impôt sur le bénéfice des entreprises, de taxes de ventes, de taxes foncières, de part de l'employeur sur les taxes salariales et de divers droits réglementaires. Depuis 2002, la société a versé plus de 17 milliards \$ en impôts et taxes.
- En achetant une fréquence de spectre sans fil de 57 MHz au niveau national lors de trois enchères de spectre organisées par le ministère du Développement économique, de l'Exportation et de l'Innovation (anciennement Industrie Canada) en 2015, pour environ 2 milliards \$. Depuis le début de 2014, TELUS a acheté du spectre sans fil de 81 MHz à l'échelle nationale pour environ 3,2 milliards \$. En outre, TELUS a payé des frais de renouvellement de spectre annuels de plus de 117 millions \$ au gouvernement fédéral canadien depuis le début de 2014. Depuis 2002, les versements d'impôts et de spectre de TELUS aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux du Canada, ont totalisé plus de 22 milliards \$.
- En investissant plus de 2,5 milliards \$ en dépenses de capital principalement dans les communautés dans tout le Canada en 2015 et plus de 29 milliards \$ depuis 2000.
- En dépensant 7,8 milliards \$ dans l'ensemble des dépenses d'exploitation en 2015, y compris des biens et des services achetés pour un total de 5,3 milliards \$. Depuis 2000, TELUS a dépensé respectivement 91 milliards \$ et 60 milliards \$ dans ces secteurs.
- En générant un total de 3 milliards \$ en salaires des membres de l'équipe en 2015, dont 826 millions \$ de taxes salariales. Depuis 2000, le total des salaires des membres de l'équipe s'élève à 37 milliards \$.
- En payant en 2015, 992 millions \$ de dividendes aux actionnaires particuliers, aux détenteurs de fonds communs de placement, à des fonds de retraite et autres investisseurs institutionnels, et en rachetant 15,6 millions d'actions, pour un montant de 635 millions \$ au nom des actionnaires dans le cadre du programme d'achat d'actions pluriannuel de TELUS de 2015.
- En distribuant 12,7 milliards \$ aux actionnaires sous forme de dividendes et de programmes d'achat d'actions TELUS entre 2004 et la fin 2015, dont 7,6 milliards \$ sous forme de dividendes et 5 milliards sous forme de rachats d'actions, soit un total de 21 \$ par action.

TELUS établit ses objectifs financiers pour 2016

TELUS a annoncé aujourd'hui ses objectifs financiers pour 2016. Ceux-ci reflètent les bénéfices des investissements stratégiques continus pour l'infrastructure évoluée à large bande, ainsi que les efforts continus mis sur l'excellence du service clientèle et sur la rentabilité économique. La stratégie de croissance de longue date de TELUS a régulièrement produit une croissance rentable ainsi qu'une génération de flux de trésorerie disponibles robustes, permettant à TELUS de distribuer des quantités de capital conséquentes à ses actionnaires, par le biais de hausses de dividende et de programmes de rachats d'actions.

En 2016, TELUS prévoit de générer de la croissance grâce à une expansion modeste du nombre d'abonnés aux services sans fil, à Internet haute vitesse et au service de télévision. Les services sans fil et Internet devraient profiter de la croissance de l'utilisation de données et de la demande pour des vitesses plus élevées. TELUS s'attend également à bénéficier de la croissance continue des services externalisés des processus commerciaux et d'une augmentation du produit d'exploitation de TELUS Santé. Cette croissance devrait être soutenue par les investissements conséquents que TELUS continue de réaliser dans les services sans fil et filaires à large bande, y compris les investissements qui permettent de connecter à la fibre optique davantage de foyers et d'entreprises, ainsi que ceux effectués dans la rentabilité économique.

	Objectifs 2016	Résultats 2015	Croissance
Chiffres consolidés			
Produits d'exploitation	12,750 à 12,875 milliards \$	12,502 milliards \$	2 à 3 %
BAIIA, frais de restructuration et autres frais exclus ⁽¹⁾	4,625 à 4,755 milliards \$	4,488 milliards \$	3 à 6 %
Bénéfice de base par action	2,40 à 2,56 \$	2,29 \$	5 à 12 %
Dépenses d'investissement ⁽²⁾	Environ 2,65 milliards \$	2,577 milliards \$	Environ 3 %
Services sans fil			
Produit d'exploitation des réseaux (externes)	6,425 à 6,490 milliards \$	6,298 milliards \$	2 à 3 %
BAIIA, frais de restructuration et autres frais exclus	2,975 à 3,060 milliards \$	2,887 milliards \$	3 à 6 %
Services filaires			
Produit d'exploitation (externes)	5,680 à 5,735 milliards \$	5,569 milliards \$	2 à 3 %
BAIIA, frais de restructuration et autres frais exclus	1,650 à 1,695 milliard \$	1,601 milliard \$	3 à 6 %

1) En 2016, les frais totaux de restructuration devraient être d'environ 175 millions \$, par rapport à 226 millions \$ en 2015.

2) Les objectifs et les résultats des dépenses d'immobilisations excluent les dépenses consacrées aux droits de licence de spectre et excluent les transactions non monétaires.

Pour 2016, TELUS cible une croissance en glissement des produits d'exploitation consolidés annuels comprise entre 2 et 3 pour cent, et une hausse du BAIIA ciblé, frais de restructuration et autres frais exclus, de 3 à 6 pour cent. Les produits et le BAIIA, frais de restructuration et autres frais exclus, devraient continuer de bénéficier de la croissance continue, à la fois dans les services de transmission de données sans fil et filaire, et des économies réalisées grâce aux initiatives de rentabilité économique. Le bénéfice par action (BPA) devrait augmenter de 5 à 12 pour cent, en raison de la croissance du BAIIA, combinée à une réduction des actions en circulation due à notre programme de rachat d'actions.

L'objectif relatif aux produits des services sans fil est une hausse comprise entre 2 et 3 pour cent en 2016, reflétant une croissance modérée du nombre d'abonnés et des PMAA combinés. Nous nous attendons également à ce que la croissance du produit d'exploitation de la transmission de données et de l'itinérance compensera le produit plus faible des services de transmission de la voix. L'objectif du BAIIA du secteur des services sans fil, frais de restructuration et autres frais exclus, est d'enregistrer une hausse entre 3 et 6 pour cent, en conséquence de la croissance anticipée du produit du réseau sans fil, des économies des initiatives de rentabilité économique et des coûts de rétention stables.

Dans le secteur des services filaires, il est prévu que les produits augmenteront de 2 à 3 pour cent en 2016, puisque nous anticipons une croissance continue des produits de données liés à Internet à haut débit, des services Télé OPTIK, de l'externalisation du processus commercial et des services de TELUS Santé, partiellement contrebalancé par les réductions continues des produits de transmission de la voix traditionnels et les effets continus du ralentissement économique. Une hausse comprise entre 3 et 6 pour cent du BAIIA, frais de restructuration et autres frais exclus, du secteur des services filaires est prévue. Nous anticipons une

amélioration des marges due aux services d'Internet haut-débit et Télé OPTIK, aux services d'externalisation commerciale et à TELUS Santé, ainsi qu'à la poursuite des initiatives en matière d'efficacité, en partie contrebalancée par la tendance de l'industrie aux pertes liées aux produits tirés des services de transmission de la voix qui génèrent des marges plus élevées.

En 2016, l'objectif des dépenses d'investissement consolidées, achat des licences de spectre et transactions non monétaires exclus, est d'atteindre environ 2,65 milliards \$. TELUS prévoit de poursuivre l'expansion de son infrastructure large bande et les mises à niveau, y compris en intégrant davantage au réseau le câble à fibre optique et en connectant davantage de foyers et d'entreprises au réseau à fibre optique, ce qui permet de soutenir la croissance du nombre d'abonnés à Internet haut-débit et à Télé OPTIK ainsi que l'accroissement des vitesses liées aux services Internet sur le réseau à large bande. Nous avons l'intention de continuer d'investir dans notre réseau sans fil pour l'expansion et les mises à niveau du réseau LTE 4G, y compris le déploiement continu du spectre à 700 MHz et 2500 MHz. Nous prévoyons aussi investir dans la résistance et la fiabilité du réseau et du système pour soutenir nos initiatives qui visent à accorder la priorité aux clients et à préparer le réseau et les systèmes pour le retrait futur des actifs traditionnels.

Les paiements en espèce de l'impôt sur les revenus de TELUS sont estimés entre 570 millions \$ et 630 millions \$ (256 millions \$ en 2015). Les paiements d'impôts en espèce augmenteront en 2016 principalement en conséquence de l'impact de l'utilisation des pertes de Public Mobile en 2014 qui a eu l'effet de : i) reporter une partie de nos impôts pour 2015 et les payer en février 2016 et ii) augmenter, par rapport à 2015, les versements payables en 2016, ce qui devrait finalement réduire les paiements d'impôts sur le revenu en espèce de 2017 d'environ 150 millions \$.

La divulgation qui précède concernant les objectifs financiers de TELUS pour 2016 contient des renseignements prospectifs et est pleinement visée par la « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs » au début de l'analyse des opérations pour le quatrième trimestre et du rapport de gestion de la direction pour l'exercice 2015 complet, déposé en date des présentes sur SEDAR, en particulier la section 10 intitulée « Risques et gestion du risque » jointe à la présente en référence ; ils reposent sur les attentes et hypothèses de la direction, énoncées à la section 1.7, « Objectifs financiers et opérationnels pour 2016 », du même rapport de gestion.

Déclaration de dividende

Le conseil d'administration de TELUS a déclaré un dividende trimestriel de 44 cents (0,44 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société. Ce dividende sera versé le 1er avril 2016 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 11 mars 2016.

À propos de TELUS

TELUS (TSX : T, NYSE : TU) est la société de télécommunications nationale connaissant la croissance la plus rapide au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 12,5 milliards \$ et à plus de 12,5 millions de connexions abonnés, dont 8,5 millions d'abonnés à des services sans fil, 1,5 millions de lignes d'accès pour réseau résidentiel, 1,6 million d'abonnés à des services Internet haute vitesse et 1 million d'abonnés au service télévision. TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services sans fil, de transmission de données, de protocole Internet (IP), des services vocaux, de télévision, de divertissement et vidéo, et est le fournisseur informatique le plus important au Canada dans le domaine des soins de santé.

Fidèles à leur objectif consistant à donner dans les communautés, TELUS et les membres de son équipe actuels et retraités ont versé 440 millions \$ à des organismes caritatifs et sans but lucratif, et plus de 6,8 millions d'heures de bénévolat dans les communautés depuis 2000. Créés en 2005 par le président et chef de la direction de TELUS, Darren Entwistle, 11 conseils communautaires canadiens de TELUS et 4 conseils internationaux ont dirigé le soutien des organismes de bienfaisance de base de la société et ont contribué à hauteur de plus de 54 millions de dollars à plus de 4 900 projets caritatifs locaux, enrichissant la vie de plus de 2 millions d'enfants et de jeunes, chaque année. En 2010, TELUS a eu l'honneur d'être désignée l'entreprise philanthropique la plus remarquable au monde par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse marque de reconnaissance internationale.

Pour de plus amples informations sur TELUS, veuillez vous rendre sur le site telus.com.

Personne-ressource pour les médias :
Shawn Hall
(604) 619-7913
shawn.hall@telus.com

Personne-ressource pour les relations avec les investisseurs :
Paul Carpino
(647) 837-8100
ir@telus.com

Accès à l'information sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels, le rapport de gestion, les diapositives sur les résultats trimestriels, la version audio et la transcription de la conférence téléphonique à l'intention des investisseurs, ainsi que les renseignements financiers supplémentaires, le rapport et les déclarations financières de la direction pour l'année 2015 et la version intégrale de notre rapport annuel 2014 sur notre site Web à telus.com/investors.

La conférence téléphonique de TELUS sur les résultats du quatrième trimestre de 2015 et les objectifs pour 2016, est fixée au 11 février 2016 à 11 h HE (08h00 HP) et comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à telus.com/investors. Un enregistrement sera accessible par téléphone du 11 février au 15 mars 2016 en composant le 1-855-201-2300. Veuillez utiliser le numéro de réservation 1191995# et le code d'accès 77377#. La webdiffusion sera également archivée à telus.com/investors, et on pourra consulter la transcription de la conférence téléphonique sur le site Web après quelques jours ouvrables.

TELUS CORPORATION
Analyse par la direction des activités d'exploitation
Quatrième trimestre de 2015

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements prévus ainsi que sur la performance financière et le rendement opérationnel de TELUS Corporation. Les termes TELUS, la société, « nous », « notre », « nos », « nôtre » et « nous-mêmes » se rapportent à TELUS Corporation et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, à ses filiales. Les énoncés prospectifs incluent des énoncés concernant les objectifs, les perspectives et les indications pour l'exercice et les mises à jour qui y sont apportées, notre programme pluriannuel de croissance du dividende, notre programme pluriannuel de rachat d'actions et les tendances. Les mots *hypothèse*, *but*, *indication*, *objectif*, *perspective*, *stratégie*, *cible* et autres expressions semblables ou l'emploi, au futur ou au conditionnel, de verbes tels que *avoir pour but*, *s'attendre à*, *croire*, *pouvoir*, *prévoir*, *avoir l'intention de*, *planifier*, *viser à*, *chercher à*, *devoir* et *s'efforcer de* dénotent généralement des énoncés prospectifs. Par leur nature, les énoncés prospectifs ne renvoient pas à des faits historiques, ils peuvent faire l'objet de risques et ils exigent que nous émettions des hypothèses. Il existe un risque considérable que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. En conséquence, les lecteurs sont mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés. Sauf dans les cas exigés par la loi, nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs. Les objectifs annuels pour 2016 et les hypothèses connexes sont décrits aux *rubriques 1.6 et 1.7*.

Les facteurs pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère considérablement des énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport et dans les autres documents déposés par TELUS incluent, sans toutefois s'y limiter :

- **La concurrence**, y compris l'intense rivalité continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications offrant des services mobiles et filaires, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement qui, entre autres choses, crée des pressions sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») et sur les taux de désabonnement liés à tous les services; les fusions et les acquisitions de concurrents au sein de l'industrie, y compris l'intégration de sociétés de câblodistribution et de services mobiles; l'entrée possible sur le marché de nouveaux concurrents; la concurrence de sociétés internationales concernant les services d'itinérance mondiale; notre capacité à continuer de fidéliser les clients en leur offrant une expérience client améliorée; les pressions sur les PMAA et le taux de désabonnement du secteur des services mobiles découlant des conditions du marché et des mesures prises par le gouvernement; les habitudes d'utilisation des clients; la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits interurbains liés aux services de transmission de la voix, la croissance modérée du taux de pénétration du marché des services postpayés et la disponibilité croissante des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; les pressions sur les PMAA et les taux de désabonnement liés au service Internet haute vitesse et au service de télévision découlant des conditions du marché, des mesures prises par le gouvernement et des habitudes d'utilisation des clients; les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés et les volumes de fidélisation des abonnés aux services mobiles, aux services de télévision et au service Internet haute vitesse ainsi que les coûts connexes; la concurrence concernant le spectre pour les services sans fil; ainsi que notre capacité d'obtenir et d'offrir du contenu de données en temps opportun au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision, à un coût raisonnable.
- **Le remplacement de la technologie**, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels découlant de l'incidence des applications de services par contournement et du remplacement des services mobiles, de même que la plus faible croissance générale du nombre d'abonnés dans le secteur des services filaires; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles ou par Internet; la baisse continue des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix, en raison notamment du remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications de services par contournement; le remplacement des services mobiles par les services Wi-Fi, lesquels sont de plus en plus accessibles; ainsi que les services par contournement IP (protocole Internet) qui pourraient supplanter les services de télévision et de divertissement et se répercuter sur les produits.
- **La technologie**, y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui met à l'épreuve la capacité des réseaux mobiles et la capacité spectrale; notre recours à des systèmes existants et à la technologie de l'information; les options au chapitre de la technologie, les voies d'évolution des technologies et les plans de mise en œuvre des réseaux filaires et mobiles (y compris les initiatives liées aux réseaux à large bande, telles que le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné (« FTTP ») et le déploiement de petites cellules pour les services mobiles); notre recours à des ententes de partage de réseau mobile; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à l'égard de ces produits; le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'équipement pour réseaux, de services TELUS TV^{MD} et d'appareils mobiles; le rendement de la technologie LTE (d'après l'anglais *long-term evolution*); notre besoin prévu à long terme d'acquérir du spectre additionnel dans le cadre des futures enchères de spectre et auprès de tiers afin de composer avec la demande croissante visant les services de transmission de données; le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux mobiles ainsi que le succès remporté par les nouveaux produits, de nouveaux services et systèmes de soutien, y compris Internet des objets (« l'IdO ») en ce qui a trait aux appareils connectés à Internet; le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux filaires à large bande à un coût raisonnable et d'une disponibilité raisonnable, ainsi que le succès remporté par les nouveaux produits et services lancés sur ces réseaux; la disponibilité de ressources et notre aptitude à accroître de façon adéquate la capacité du réseau à large bande; la fiabilité du réseau et la gestion des changements (y compris les risques au chapitre de la technologie et de la fidélisation des abonnés liés à la migration vers de nouveaux centres de données Internet plus efficaces et la concrétisation des avantages prévus); le moment auquel auront lieu les mises hors service de certains réseaux, systèmes et services filaires existants afin de réduire les coûts d'exploitation; le moment auquel aura lieu la mise hors service des réseaux sans fil fondés sur les technologies iDEN et AMRC afin de redéployer du spectre et de réduire les coûts d'exploitation, ainsi que les coûts de migration connexes des abonnés et les risques liés à la fidélisation des abonnés; de même que la mise à niveau réussie et l'évolution de la technologie sur laquelle se fonde TELUS TV, qui dépendent de tiers fournisseurs.
- **Les décisions réglementaires et les changements à la réglementation**, y compris les interventions possibles du gouvernement afin d'accroître davantage la concurrence dans le secteur des services mobiles; l'examen des services mobiles de gros du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC »), dans le cadre duquel il a été déterminé que le CRTC réglementera les tarifs d'itinérance liés aux services de gros basés sur la technologie GSM au Canada ainsi que l'établissement de ces tarifs; les futures enchères de spectre (y compris les limites visant les fournisseurs de services sans fil établis, le spectre réservé favorisant certaines entreprises de télécommunications et les autres avantages dont bénéficient les nouveaux participants et les participants étrangers ainsi que la quantité de spectre acquis et les coûts engagés pour acquérir ce spectre); les restrictions concernant l'acquisition, la vente et le transfert de licences de spectre; l'incidence à long terme indéterminée de l'examen des services filaires de gros effectué par le CRTC, ce dernier ayant conclu que les concurrents sur le marché des services de gros ont droit à un accès réglementé aux installations FTTP dont les fournisseurs de services Internet titulaires sont propriétaires; les exigences accrues en matière de financement concernant les installations de télécommunications au Yukon, au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest, de même que les modifications possibles de la portée et de la nature des obligations en matière de services de base, y compris des vitesses d'accès à Internet minimales plus élevées; le nouveau code de conduite pour les fournisseurs de services de télévision mis en place par le CRTC; l'intégration verticale des concurrents aux fins de la propriété du contenu de radiodiffusion ainsi que la mise en application efficace et au moment opportun des balises réglementaires connexes; la surveillance continue des restrictions concernant la propriété d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens et la conformité à ces restrictions; la modification, l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance; ainsi que la non-harmonisation des lois

provinciales visant la protection des consommateurs, particulièrement à la lumière du Code sur les services sans fil du CRTC (le « Code »), qui est en vigueur depuis le 2 décembre 2013, et les pressions sur les frais de fidélisation de même que les autres défis opérationnels découlant du caractère rétroactif du Code, en raison duquel les contrats de clients d’une durée de deux ans et de trois ans arriveront à échéance simultanément à compter de juin 2015.

- La croissance et les fluctuations de l’économie, y compris la situation économique au Canada, qui pourrait être touchée par des faits nouveaux d’ordre économique à l’étranger; les taux d’intérêt futurs; l’inflation; les taux de chômage, l’incidence des faibles prix du pétrole; l’incidence des faibles dépenses des entreprises (entraînant une réduction des investissements et de la structure de coûts); le rendement et la capitalisation des régimes de retraite de même que les taux d’actualisation; ainsi que les taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.
- Le niveau des dépenses d’investissement et les décaissements possibles aux fins de l’acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre ou auprès de tiers, en raison de notre déploiement continu de la technologie LTE et de futures technologies mobiles, de l’utilisation du nouveau spectre acquis, de nos initiatives liées aux services à large bande filaires, y compris le branchement direct de plus de foyers et d’entreprises aux installations à fibres optiques, des investissements dans la résilience et la fiabilité du réseau, de la demande des abonnés visant les services de transmission de données, des systèmes et des processus d’affaires en pleine évolution, de la mise en œuvre d’initiatives en matière d’efficacité, du soutien relatif aux contrats d’envergure et complexes, ainsi que des futures enchères concernant le spectre pour les services sans fil que doit tenir le ministère de l’Innovation, des Sciences et du Développement économique. L’atteinte de nos objectifs au chapitre des résultats d’exploitation et des résultats financiers pourrait influencer sur les niveaux de nos dépenses d’investissement.
- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration et autres coûts, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et en s’assurant que ces initiatives n’aient pas d’incidence négative sur les activités commerciales. Ces initiatives comprennent notre programme de bonification du bénéfice visant à soutenir une amélioration du bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA »), y compris l’initiative annoncée en novembre 2015; l’intégration des activités; l’impartition des processus d’affaires, des activités de délocalisation et de réorganisation, y compris tous programmes de réduction du nombre d’employés équivalents temps plein (« ETP »); les activités d’approvisionnement; ainsi que la rationalisation de biens immobiliers. D’autres initiatives en matière de réduction des coûts pourraient s’avérer nécessaires si nous n’atteignons pas nos objectifs au chapitre des résultats d’exploitation et des résultats financiers.
- Les exigences en matière de financement et d’endettement, y compris notre capacité d’effectuer des financements et de maintenir des notations du crédit de première qualité se situant dans la fourchette BBB+, ou des notations équivalentes.
- La capacité de maintenir notre programme de croissance du dividende aux alentours de 10 % par année jusqu’en 2016 et la capacité de maintenir et d’exécuter notre programme pluriannuel de rachat d’actions jusqu’en 2016. Ces programmes pourraient être touchés par des facteurs comme les faits nouveaux et les décisions en matière de réglementation, notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, le niveau de nos dépenses d’investissement et l’acquisition de licences de spectre, l’environnement concurrentiel et la performance économique au Canada. Les décisions concernant les dividendes trimestriels sont assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par le conseil d’administration (le « conseil ») en fonction de la situation financière et des perspectives de la société. Le programme de rachat d’actions pourrait être touché par tout changement quant à notre intention de racheter des actions, ainsi que par l’évaluation et la détermination de la situation financière par le conseil de temps à autre. En conséquence, il n’existe aucune certitude que ces programmes seront maintenus jusqu’en 2016 ni qu’ils seront renouvelés par la suite.
- Les questions touchant les ressources humaines, y compris l’embauche, la fidélisation et la formation appropriée du personnel dans un secteur hautement concurrentiel; l’issue des futures négociations collectives visant la convention conclue avec le Syndicat des travailleurs(euses) en télécommunications (« STT ») et avec la section locale 1944 du Syndicat des Métallos, qui est arrivée à échéance à la fin de 2015; le niveau de participation des employés.
- Les risques liés aux processus, y compris notre dépendance à l’égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services ainsi que les activités commerciales; notre capacité à assurer une gestion efficace des changements liés au remplacement et à la mise à niveau des systèmes, à la réingénierie des processus et à l’intégration des activités; la mise en œuvre d’ententes complexes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchées de façon défavorable par les ressources disponibles, les limites des systèmes et le niveau de collaboration d’autres fournisseurs de services; notre capacité à gérer avec succès nos activités à l’étranger; les atteintes à la sécurité de l’information et à la vie privée, y compris la perte ou le vol de données; les menaces intentionnelles concernant notre infrastructure et nos activités, ainsi que les risques liés aux activités de réaménagement des coentreprises immobilières.
- Les questions fiscales, y compris les lois fiscales complexes susceptibles de faire l’objet d’interprétations par les administrations fiscales qui pourraient différer de nos interprétations; les modifications apportées aux lois fiscales, y compris les taux d’imposition; le fait qu’il n’est plus possible de différer l’impôt sur le résultat au moyen de l’utilisation de fins d’année d’imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées; ainsi que la complexité des lois fiscales internationales et la conformité à ces lois.
- Les événements touchant la poursuite des activités, y compris notre capacité à maintenir notre service à la clientèle et à exploiter nos réseaux en cas d’erreurs humaines ou de menaces liées aux interventions humaines, telles que les attaques électroniques et les pannes d’équipement susceptibles d’entraîner diverses interruptions du réseau; les perturbations de la chaîne d’approvisionnement; les menaces de catastrophes naturelles, les épidémies et les pandémies; ainsi que l’exhaustivité et l’efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- Les litiges et les questions d’ordre juridique, y compris notre capacité à faire en sorte que notre défense dans le cadre des enquêtes, des réclamations et des poursuites, y compris les recours collectifs intentés contre nous et les recours collectifs possibles fondés sur des réclamations faites par des consommateurs, des infractions aux données personnelles et à la sécurité, ainsi que la responsabilité sur le marché secondaire, soit couronnée de succès, de même que le caractère complexe que revêt la conformité aux lois au pays et à l’étranger.
- Les acquisitions ou les dessaisissements futurs, y compris notre capacité à faire en sorte que l’intégration de ces acquisitions ou les dessaisissements soient fructueux et effectués au moment opportun, et à concrétiser les avantages stratégiques prévus.
- Les développements touchant la santé, la sécurité et l’environnement et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d’information que nous publions, y compris notre rapport annuel et notre notice annuelle, et dans d’autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d’autorités de réglementation semblables au Canada (sur le site SEDAR à l’adresse sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission (la « SEC ») aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F (sur le site EDGAR à l’adresse sec.gov). La rubrique 10, « Risques et gestion des risques », de notre rapport de gestion annuel 2015, qui sera déposé concurremment, est intégrée par renvoi dans la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

Analyse par la direction des activités d'exploitation

Le 11 février 2016

Table des matières

Rubrique	Description
1. Analyse des résultats d'exploitation	1.1 Préparation de l'analyse par la direction des activités d'exploitation 1.2 Résultats d'exploitation consolidés 1.3 Secteur des services mobiles 1.4 Secteur des services filaires 1.5 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et tendances 1.6 Fiche d'évaluation des résultats (mesures clés du rendement) 1.7 Objectifs financiers et opérationnels pour 2016
2. Évolution de la situation financière	
3. Analyse des résultats concernant les flux de trésorerie	3.1 Aperçu des résultats concernant les flux de trésorerie 3.2 Entrées liées aux activités d'exploitation 3.3 Sorties liées aux activités d'investissement 3.4 Entrées (sorties) liées aux activités de financement
4. Définitions et rapprochements	4.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières 4.2 Indicateurs opérationnels

1. Introduction

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités d'exploitation.

1.1 Préparation de l'analyse par la direction des activités d'exploitation

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de la situation financière et de la performance financière consolidées de TELUS pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2015, qui doit être lue conjointement avec l'information financière résumée. Nos secteurs opérationnels et nos secteurs à présenter sont les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (le principal décideur opérationnel).

Les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») que nous utilisons sont les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). L'utilisation du terme IFRS dans la présente analyse par la direction des activités d'exploitation fait référence à ces normes. Dans notre analyse, nous utilisons également certaines mesures financières non définies par les PCGR, telles que le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA »), pour évaluer notre rendement, pour surveiller le respect des clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer notre structure du capital. Ces mesures sont définies clairement et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables à la *rubrique 4.1*. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. Le présent document a été revu par le comité d'audit de TELUS, et notre conseil d'administration a approuvé sa publication le 11 février 2016.

1.2 Résultats d'exploitation consolidés

L'analyse qui suit porte sur notre performance financière consolidée. Une analyse sectorielle est présentée à la *rubrique 1.3*, « *Secteur des services mobiles* », à la *rubrique 1.4*, « *Secteur des services filaires* », et à la *rubrique 3.3*, « *Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses d'investissement* ».

Faits saillants – données consolidées

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Comptes consolidés de résultat						
Produits d'exploitation	3 217	3 128	2,8 %	12 502	12 002	4,2 %
Charges d'exploitation	2 757	2 595	6,2 %	10 149	9 620	5,5 %
Bénéfice d'exploitation	460	533	(13,7) %	2 353	2 382	(1,2) %
Coûts de financement	114	115	(0,9) %	447	456	(2,0) %
Bénéfice avant impôt	346	418	(17,2) %	1 906	1 926	(1,0) %
Impôt sur le résultat	85	106	(19,8) %	524	501	4,6 %
Bénéfice net	261	312	(16,3) %	1 382	1 425	(3,0) %
Bénéfice par action (BPA) (en dollars)						
BPA de base	0,44	0,51	(13,7) %	2,29	2,31	(0,9) %
BPA de base ajusté ¹	0,54	0,53	1,9 %	2,58	2,41	6,8 %
BPA dilué	0,44	0,51	(13,7) %	2,29	2,31	(0,9) %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de base (en millions)	598	611	(2,1) %	603	616	(2,1) %
Autres faits saillants de l'exploitation						
(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Nombre de connexions d'abonnés ² (en milliers)				12 495	12 228	2,2 %
BAIIA ¹	978	1 001	(2,2) %	4 262	4 216	1,1 %
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA ¹	99	26	n.s.	226	75	n.s.
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ¹	1 077	1 027	4,9 %	4 488	4 291	4,6 %
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ^{1,3} (en %)	33,5	32,8	0,7 pt	35,9	35,8	0,1 pt
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars)	0,44	0,40	10,0 %	1,68	1,52	10,5 %
Flux de trésorerie disponibles ¹	197	337	(41,5) %	1 078	1 057	2,0 %

Abréviations utilisées dans l'analyse par la direction des activités d'exploitation : n.s. – non significatif; pts – points de pourcentage

1. Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières. Se reporter à la rubrique 4.1.

2. Le total du nombre d'appareils d'abonnés actifs aux services mobiles, de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV (abonnés au service Télé OPTIK^{MC} et abonnés au service TELUS TV Satellite^{MD}) à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2014, le nombre de connexions d'abonnés a été retraité de manière à exclure 25 000 abonnés à Internet commuté et à tenir compte de 222 000 abonnés des services prépayés de Public Mobile dans le calcul des soldes d'ouverture relatifs au nombre d'abonnés. En novembre 2013, TELUS a acquis 100 % de Public Mobile, un exploitant canadien de téléphonie mobile dont les principaux marchés se trouvent à Toronto et à Montréal. Avec prise d'effet le 31 décembre 2015, le nombre d'abonnés présenté ne tient plus compte du nombre de lignes d'affaires d'accès au réseau, en raison de la pertinence réduite de ces lignes d'affaires en tant qu'indicateur de rendement clé (ainsi, l'incidence du remplacement des lignes utilisées pour les services de transmission de la voix par les services IP a entraîné des pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau sans qu'aucune baisse similaire des produits soit observée). En conséquence, les résultats au 31 décembre 2014 ont été retraités sur une base rétrospective de manière à exclure 1 613 000 lignes d'affaires d'accès au réseau dans le calcul des soldes présentés relatifs au nombre d'abonnés. Au 31 décembre 2015, le nombre de lignes d'affaires d'accès au réseau s'élevait à 1 586 000, et le nombre de pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau se chiffrait à 5 000 et à 27 000, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2015, comparativement à des pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau de 5 000 au quatrième trimestre de 2014 et à des ajouts de lignes d'affaires d'accès au réseau de 2 000 au cours de l'exercice complet 2014. Le nombre total d'abonnés, compte tenu des lignes d'affaires d'accès au réseau, se serait élevé à 14 081 000 en 2015, en hausse de 1,7 % par rapport à 2014.

3. BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts en pourcentage des produits d'exploitation.

Produits d'exploitation

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Services	2 943	2 856	3,0 %	11 590	11 108	4,3 %
Équipement	243	259	(6,2) %	840	819	2,6 %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 186	3 115	2,3 %	12 430	11 927	4,2 %
Autres produits d'exploitation	31	13	138,5 %	72	75	(4,0) %
	3 217	3 128	2,8 %	12 502	12 002	4,2 %

- Les **produits tirés des services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 87 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 et de 482 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015, résultats qui reflètent la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles et l'augmentation des produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA »); l'augmentation des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés du secteur des services filaires, qui tient à la croissance du nombre d'abonnés et à la hausse des produits d'exploitation par client; l'accroissement des produits du secteur des services filaires tirés des services d'impartition des processus d'affaires, des services TELUS TV et des services TELUS Santé. Cette croissance a été neutralisée en partie par la baisse continue des services filaires de transmission de la voix, par le maintien de pressions concurrentielles, par le remplacement des produits, par l'incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta, et en ce qui concerne l'exercice complet, par la réduction des produits tirés des autres services.
- Les **produits tirés de l'équipement** ont diminué d'un exercice à l'autre de 16 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, en raison de la réduction des produits tirés de l'équipement mobile tenant à la baisse des ajouts bruts et de la diminution des produits tirés de Black's Photography découlant de la fermeture de ces magasins en août 2015, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des volumes de fidélisation. Pour l'exercice complet 2015, les produits tirés de l'équipement se sont accrus de 21 millions de dollars d'un exercice à l'autre, en raison de l'augmentation des produits tirés de l'équipement mobile de 61 millions de dollars découlant de l'accroissement des volumes de fidélisation et de la plus grande proportion de téléphones intelligents plus coûteux vendus, facteur neutralisé en partie par la diminution des ajouts bruts et par la réduction des produits tirés de Black's Photography tenant à la fermeture de ces magasins en août 2015, ainsi que par la diminution des produits tirés de l'équipement filaire de 40 millions de dollars, en raison essentiellement de la baisse des dépenses des entreprises.
- Les **autres produits d'exploitation** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 18 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, en raison essentiellement des profits non récurrents à la cession de biens immobiliers. Les autres produits d'exploitation ont diminué d'un exercice à l'autre de 3 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015, en raison principalement de la réduction, pour la période considérée, de l'amortissement des produits différés au titre du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix aux fins de la prestation de services Internet à large bande dans les collectivités rurales et éloignées, ainsi que de la baisse du produit financier, facteurs neutralisés en partie par la hausse des profits à la cession de biens immobiliers en 2015.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Achat de biens et services	1 482	1 476	0,4 %	5 532	5 299	4,4 %
Charge au titre des avantages du personnel	757	651	16,3 %	2 708	2 487	8,9 %
Amortissement des immobilisations corporelles	406	366	10,9 %	1 475	1 423	3,7 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	112	102	9,8 %	434	411	5,6 %
	2 757	2 595	6,2 %	10 149	9 620	5,5 %

- L'**achat de biens et services** a augmenté d'un exercice à l'autre de 6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 et de 233 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015. Les augmentations reflètent la hausse des frais de fidélisation des abonnés des services mobiles, qui représentent 17,0 % des produits tirés du réseau mobile au quatrième trimestre et 13,9 % au cours de l'exercice complet 2015, par rapport à 14,3 % au quatrième trimestre et à 11,8 % au cours de l'exercice complet 2014. Ces augmentations d'un exercice à

l’autre reflètent également l’accroissement des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d’œuvre découlant principalement de la rationalisation des biens immobiliers, ainsi que la hausse des charges du secteur des services mobiles liées au service à la clientèle et aux canaux de distribution. Ces augmentations d’un exercice à l’autre ont été neutralisées en partie par la baisse des coûts relatifs à l’équipement filaire découlant de la réduction des produits tirés de l’équipement, par la réduction des frais de publicité et de promotion, par la diminution des coûts d’exploitation liés au réseau mobile et, en ce qui a trait à l’exercice complet, par un montant d’environ 15 millions de dollars découlant d’une évaluation rétroactive, au troisième trimestre de 2014, relativement à la charge liée à l’apport supplémentaire au titre des produits tirés des services de télévision, qui est affecté à nos exigences de financement de la programmation canadienne.

- La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d’un exercice à l’autre de 106 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 et de 221 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2015, en raison principalement de la hausse des charges de restructuration liées à la main-d’œuvre découlant de la réduction du nombre de postes à temps plein annoncée en novembre 2015 (se reporter à la *rubrique 4.1*), de l’accroissement des salaires tenant essentiellement à l’augmentation du nombre d’employés équivalents temps plein afin de prendre en charge la croissance des produits tirés des services d’impartition des processus d’affaires, ainsi que de la hausse des charges au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la hausse des coûts liés à la main-d’œuvre inscrits à l’actif découlant de l’accroissement des dépenses d’investissement et, en ce qui concerne le quatrième trimestre, par la diminution des charges au titre de la rémunération fondée sur des actions.
- L’**amortissement des immobilisations corporelles** a augmenté d’un exercice à l’autre de 40 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, et de 52 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2015, en raison de la croissance au titre des immobilisations (telles que les actifs liés au réseau à large bande, au réseau LTE mobile et aux services TELUS TV), ainsi que de l’incidence de notre programme continu d’analyse de la durée d’utilité des actifs.
- L’**amortissement des immobilisations incorporelles** a augmenté d’un exercice à l’autre de 10 millions de dollars au quatrième trimestre et de 23 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2015, ce qui reflète la croissance des immobilisations incorporelles, facteur neutralisé en partie par les ajustements relatifs à la durée d’utilité des logiciels effectués dans le cadre de notre programme continu d’analyse de la durée d’utilité des actifs.

Bénéfice d’exploitation

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Bénéfice d’exploitation	460	533	(13,7) %	2 353	2 382	(1,2) %

Le bénéfice d’exploitation a diminué d’un exercice à l’autre de 73 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, résultat qui reflète le BAIIA relativement inchangé du secteur des services mobiles au cours du trimestre (se reporter à la *rubrique 1.3*), la baisse de 22 millions de dollars du BAIIA du secteur des services filaires (se reporter à la *rubrique 1.4*), et la hausse de 50 millions de dollars de la dotation aux amortissements dont il est fait mention ci-dessus. Le bénéfice d’exploitation a reculé d’un exercice à l’autre de 29 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2015, résultat qui reflète la diminution de 33 millions de dollars du BAIIA du secteur des services filaires et l’augmentation de 75 millions de dollars du total de la dotation aux amortissements dont il est fait mention ci-dessus, facteurs neutralisés en partie par la croissance de 79 millions de dollars du BAIIA du secteur des services mobiles. La croissance d’un exercice à l’autre du BAIIA du secteur des services mobiles au cours du trimestre et de l’exercice complet a été limitée principalement par la hausse des frais de fidélisation et des coûts de restructuration et autres coûts, par rapport aux périodes correspondantes de 2014 (se reporter à la *rubrique 1.3*). La diminution d’un exercice à l’autre du BAIIA du secteur des services filaires au cours du trimestre et de l’exercice complet tient à la hausse des coûts de restructuration et autres coûts (se reporter à la *rubrique 1.4*).

Coûts de financement

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Montant brut des charges d'intérêts	133	117	13,7 %	515	446	15,5 %
Intérêts sur la dette à long terme capitalisés	(18)	—	n.s.	(45)	—	n.s.
Prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme	—	—	n.s.	—	13	(100,0) %
Montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel	7	1	n.s.	27	3	n.s.
Produits d'intérêts et profits de change nets	(8)	(3)	166,7 %	(50)	(6)	n.s.
	114	115	(0,9) %	447	456	(2,0) %

- Le **montant brut des charges d'intérêts**, en excluant les intérêts sur la dette à long terme capitalisés et la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, a augmenté d'un exercice à l'autre de 16 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 et de 69 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015. Ces augmentations s'expliquent principalement par l'accroissement du solde moyen de la dette à long terme découlant en grande partie de l'acquisition de licences de spectre, facteur neutralisé en partie par la réduction du taux d'intérêt effectif. En raison de nos activités de financement en 2015, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la dette à long terme (excluant le papier commercial) s'élevait à 4,32 % au 31 décembre 2015, par rapport à 4,72 % à l'exercice précédent. Pour des renseignements supplémentaires, se reporter à « *Émission et remboursement de titres de créance à long terme* », à la *rubrique 3.4*.
- Les **intérêts sur la dette à long terme capitalisés** ont trait à la dette contractée aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre tenues par le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique (auparavant Industrie Canada), ce spectre devant être déployé au sein de notre réseau existant au cours des périodes ultérieures. Nous continuerons de capitaliser les intérêts sur la dette à long terme tant que ce spectre n'aura pas été déployé au sein de notre réseau. (À la suite des élections fédérales tenues au Canada en octobre 2015, le nouveau gouvernement a annoncé que les responsabilités de l'ancien ministère d'Industrie Canada incombent maintenant au nouveau ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique.)
- La **prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme** a diminué de 13 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015. La prime de 13 millions de dollars avant impôt sur le résultat comptabilisée en 2014 a trait au remboursement par anticipation d'une tranche de 500 millions de dollars des billets de série CE à 5,95 % effectué en septembre 2014.
- Le **montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel** est calculé pour chaque exercice en fonction du montant net de l'excédent (du déficit) au titre des régimes à prestations définies au 31 décembre de l'exercice précédent. Le montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel a augmenté d'un exercice à l'autre de 6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 et de 24 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015, en raison principalement de la hausse du déficit au titre des régimes à prestations définies du personnel au 31 décembre 2014, un excédent au titre de ces régimes ayant été comptabilisé au 31 décembre 2013.
- Les **produits d'intérêts et profits de change nets** fluctuent d'une période à l'autre. Les produits d'intérêts se sont élevés à 4 millions de dollars au quatrième trimestre et à 25 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015, par rapport à 1 million de dollars au quatrième trimestre et à 2 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2014, en raison essentiellement du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs. Le solde des montants comptabilisés a trait à des profits de change nets. Les profits de change nets au cours de l'exercice complet 2015 ont augmenté de 21 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence favorable des dérivés de change.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Impôt sur le résultat calculé selon les taux prévus par la loi applicables	93	109	(14,7) %	505	504	0,2 %
Réévaluation du passif d'impôt différé pour tenir compte des taux d'imposition prévus par la loi futurs	—	—	—	48	—	n.s.
Ajustements comptabilisés dans la période considérée pour l'impôt sur le résultat de périodes antérieures	(7)	(4)	(75,0) %	(30)	(6)	n.s.
Autres	(1)	1	n.s.	1	3	(66,7) %
Impôt sur le résultat	85	106	(19,8) %	524	501	4,6 %
Taux d'imposition prévus par la loi applicables (en %)	26,7	26,0	0,7 pt	26,5	26,2	0,3 pt
Taux d'imposition effectif (en %)	24,6	25,4	(0,8) pt	27,5	26,0	1,5 pt

Le total de la charge d'impôt sur le résultat a diminué d'un exercice à l'autre de 21 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, en raison principalement de la réduction du bénéfice avant impôt découlant de l'accroissement des coûts de restructuration et autres coûts ainsi que de la hausse des frais de fidélisation. La charge d'impôt sur le résultat a augmenté d'un exercice à l'autre de 23 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015, en raison essentiellement d'un ajustement hors trésorerie de 48 millions de dollars comptabilisé au deuxième trimestre de 2015 au titre de la réévaluation des passifs d'impôt différé découlant de la hausse du taux d'imposition provincial des sociétés en Alberta, lequel est passé de 10 % à 12 % avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2015, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des économies découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs et par la baisse du bénéfice avant impôt.

Analyse du bénéfice net

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Bénéfice net	261	312	(51)	1 382	1 425	(43)
Ajouter (déduire) :						
Coûts de restructuration et autres coûts après impôt	72	20	52	166	56	110
Prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, après impôt	—	—	—	—	10	(10)
Ajustements défavorables (favorables) liés à l'impôt sur le résultat	(9)	(4)	(5)	1	(6)	7
Mise hors service d'immobilisations découlant de la fermeture des magasins Black's Photography, après impôt sur le résultat	—	—	—	6	—	6
Bénéfice net ajusté	324	328	(4)	1 555	1 485	70

Le bénéfice net a diminué d'un exercice à l'autre de 51 millions de dollars, ou 16 %, au quatrième trimestre de 2015, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement de la dotation aux amortissements et à la réduction du BAIIA, facteurs neutralisés en partie par la baisse de la charge d'impôt. Le bénéfice net a reculé d'un exercice à l'autre de 43 millions de dollars, ou 3,0 %, au cours de l'exercice complet 2015, résultat qui tient à la hausse de la dotation aux amortissements et à l'augmentation de la charge d'impôt, facteurs neutralisés en partie par la croissance du BAIIA et par la baisse des coûts de financement. En excluant l'incidence des coûts de restructuration et autres coûts, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, les ajustements liés à l'impôt sur le résultat et la mise hors service d'immobilisations découlant de la fermeture des magasins Black's Photography, le bénéfice net a diminué d'un exercice à l'autre de 4 millions de dollars, ou 1,2 %, au quatrième trimestre de 2015, et il s'est accru de 70 millions de dollars, ou 4,7 %, au cours de l'exercice complet 2015.

Analyse du BPA de base (en dollars)

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
BPA de base	0,44	0,51	(0,07)	2,29	2,31	(0,02)
Ajouter (déduire) :						
Coûts de restructuration et autres coûts après impôt, par action	0,12	0,03	0,09	0,28	0,09	0,19
Prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme après impôt, par action	—	—	—	—	0,02	(0,02)
Ajustements défavorables (favorables) liés à l'impôt sur le résultat, par action	(0,02)	(0,01)	(0,01)	—	(0,01)	0,01
Mise hors service d'immobilisations découlant de la fermeture des magasins Black's Photography, après impôt sur le résultat, par action	—	—	—	0,01	—	0,01
BPA de base ajusté	0,54	0,53	0,01	2,58	2,41	0,17

Le BPA de base a diminué d'un exercice à l'autre de 0,07 \$, ou 14 %, au quatrième trimestre de 2015, et de 0,02 \$, ou 0,9 %, au cours de l'exercice complet 2015. Une tranche d'environ 0,01 \$ et une tranche d'environ 0,05 \$, d'un exercice à l'autre, du BPA de base au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2015, respectivement, tiennent à la réduction du nombre d'actions découlant de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2015, qui est terminée, et de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016, qui est déjà entamée, déduction faite de l'exercice d'options d'achat. En excluant l'incidence des coûts de restructuration et autres coûts, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, les ajustements liés à l'impôt sur le résultat et la mise hors service d'immobilisations découlant de la fermeture des magasins Black's Photography, le BPA de base s'est accru d'un exercice à l'autre de 0,01 \$, ou 1,9 %, au quatrième trimestre de 2015, et de 0,17 \$, ou 6,8 %, au cours de l'exercice complet 2015.

Bénéfice global

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Bénéfice net	261	312	(16,3) %	1 382	1 425	(3,0) %
Autres éléments du résultat global (déduction faite de l'impôt sur le résultat) :						
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	7	9	(22,2) %	21	7	n.s.
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat – réévaluation des régimes à prestations définies du personnel	486	(652)	174,5 %	445	(445)	n.s.
Bénéfice global	754	(331)	n.s.	1 848	987	87,2 %

Le bénéfice global a augmenté de 1,1 milliard de dollars au quatrième trimestre, et de 861 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015, par rapport aux périodes correspondantes de 2014. Ces résultats s'expliquent principalement par les augmentations positives des réévaluations des régimes à prestations définies du personnel découlant de la variation des estimations concernant les hypothèses actuarielles, y compris l'augmentation du taux d'actualisation et les ajustements apportés à l'hypothèse concernant l'indexation de l'indemnité compensatrice du coût de la vie, facteurs neutralisés en partie par la diminution du bénéfice net. Les éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat comprennent les variations de la juste valeur latente des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, ainsi que les variations de la juste valeur latente de placements disponibles à la vente.

Autres faits saillants de l'exploitation

- Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, le **nombre de connexions d'abonnés** a augmenté de 267 000, ou 2,2 %. Cela représente une hausse de 2,1 % du nombre d'abonnés aux services mobiles, une croissance de 9,7 % du nombre d'abonnés au service TELUS TV et une croissance de 6,2 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, résultats neutralisés en partie par la réduction de 5,7 % du total des lignes résidentielles d'accès au réseau.

Les ajouts nets d'abonnés aux services mobiles postpayés se sont établis à 62 000 au quatrième trimestre de 2015 et à 244 000 au cours de l'exercice complet 2015, en baisse de 56 000 et de 113 000, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2014. La diminution reflète le ralentissement économique, particulièrement en Alberta, l'intensification de la concurrence, la hausse des prix des appareils ayant occasionné un ralentissement de la demande, ainsi que la hausse du taux de désabonnement des abonnés aux services postpayés. Le taux de désabonnement mensuel moyen des abonnés aux services postpayés s'est établi à 1,01 % au quatrième trimestre de 2015 et à 0,94 % au cours de l'exercice complet 2015, comparativement à 0,94 % au quatrième trimestre de 2014 et à 0,93 % au cours de l'exercice complet 2014. Le taux de désabonnement combiné s'est établi à 1,32 % au quatrième trimestre de 2015 et à 1,26 % au cours de l'exercice complet 2015, par rapport à 1,43 % au quatrième trimestre et à 1,41 % au cours de l'exercice complet 2014. L'augmentation d'un exercice à l'autre du taux de désabonnement des abonnés aux services postpayés tient en grande partie à l'intensification de la concurrence, les contrats d'une durée de deux ans et de trois ans ayant commencé à arriver à échéance simultanément en juin 2015, ainsi qu'à l'incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta, et à nos efforts en matière de commercialisation visant les mises en service à valeur plus élevée. L'amélioration d'un exercice à l'autre des taux de désabonnement combinés au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet tient à l'attention que nous continuons de prêter à nos initiatives accordant la priorité aux clients, à notre approche client transparente et à nos programmes de fidélisation, facteurs qui ont été neutralisés en partie par le ralentissement économique, particulièrement en Alberta, par l'incidence du Code sur les services sans fil ainsi que par les efforts en matière de commercialisation visant les mises en service à valeur plus élevée ayant influé sur le taux de désabonnement des abonnés des services postpayés dont il est fait mention ci-dessus.

Les ajouts nets d'abonnés aux services filaires se sont établis à 23 000 au quatrième trimestre de 2015 et à 91 000 au cours de l'exercice complet 2015, en baisse de 7 000 et de 3 000, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2014. Les ajouts nets d'abonnés au service Internet haute vitesse se sont élevés à 22 000 au quatrième trimestre de 2015, soit un résultat analogue à celui comptabilisé à la période correspondante de 2014. Les ajouts nets d'abonnés au service Internet haute vitesse se sont établis à 91 000 au cours de l'exercice complet 2015, soit un résultat en hausse d'un exercice à l'autre de 11 000 qui tient à l'élargissement de notre couverture à large bande haute vitesse et à l'incidence favorable de l'offre continue de services groupés avec Télé OPTIK, facteurs neutralisés en partie par une hausse du taux de désabonnement. Les ajouts nets d'abonnés à TELUS TV se sont élevés à 25 000 au quatrième trimestre et à 89 000 au cours de l'exercice complet 2015, ce qui reflète une baisse de 3 000 et de 12 000, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2014. La baisse d'un exercice à l'autre au cours du trimestre et de l'exercice complet tient à la plus lente croissance des services de télévision payés, aux activités réduites de construction de camps aménagés aux fins de l'exploitation des sables bitumineux, à l'intensification de la concurrence liée aux services par contournement et au remplacement de la technologie, ainsi qu'à la hausse du taux de désabonnement, facteurs neutralisés en partie par l'élargissement continu de notre couverture à large bande haute vitesse. Au cours du quatrième trimestre, le nombre d'abonnés à TELUS TV a franchi la barre du un million. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau se sont établies à 24 000 au quatrième trimestre et à 89 000 au cours de l'exercice complet 2015, par rapport à 20 000 au quatrième trimestre et à 87 000 au cours de l'exercice complet 2014. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau continuent de refléter la tendance continue au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, y compris les pertes d'abonnés au profit de concurrents, facteurs atténués en partie par le succès remporté par l'offre de services groupés.

- Le **BAIIA** consolidé a diminué d'un exercice à l'autre de 23 millions de dollars, ou 2,2 %, au quatrième trimestre de 2015, et il a augmenté d'un exercice à l'autre de 46 millions de dollars, ou 1,1 %, au cours de l'exercice complet 2015. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts a augmenté d'un exercice à l'autre de 50 millions de dollars, ou 4,9 %, au quatrième trimestre de 2015, et de 197 millions de dollars, ou 4,6 %, au cours de l'exercice complet 2015. Ces augmentations reflètent la croissance des produits tirés des services de réseau mobile et des services filaires de transmission de données, l'amélioration des marges liées aux services Internet, aux services de télévision, aux services d'impartition des processus d'affaires et à TELUS Santé, de même que la mise en œuvre de nos initiatives d'efficacité opérationnelle. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts de fidélisation du secteur des services mobiles et par la baisse continue des produits tirés des services filaires et mobiles de transmission de la voix existants.
- Les **dividendes déclarés par action ordinaire** ont totalisé 0,44 \$ au quatrième trimestre de 2015, en hausse de 10 % par rapport au quatrième trimestre de 2014, et ils ont totalisé 1,68 \$ au cours de l'exercice complet 2015, en hausse de 11 % par rapport à l'exercice complet 2014. Le 10 février 2016, le conseil a déclaré un dividende pour le premier trimestre de 0,44 \$ par action sur les actions ordinaires émises et en circulation, payable le 1^{er} avril 2016

aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 11 mars 2016. Le dividende déclaré pour le premier trimestre reflète une augmentation de 0,04 \$ par action, ou 10 %, par rapport au dividende par action de 0,40 \$ déclaré à l'exercice précédent, ce qui est conforme à notre programme pluriannuel de croissance du dividende.

- Les **flux de trésorerie disponibles** se sont établis à 197 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, soit une diminution d'un exercice à l'autre de 140 millions de dollars au cours du trimestre, principalement attribuable aux paiements au titre de la rémunération fondée sur des actions tenant en grande partie à la hausse d'un exercice à l'autre des sorties de trésorerie liées aux unités d'actions restreintes découlant d'un écart temporaire qui entraîne des sorties de trésorerie, lesquelles se seraient habituellement produites au quatrième trimestre de 2014, mais se sont produites au premier trimestre de 2015 en raison d'un délai relatif à l'émission des unités d'actions restreintes qui sont attribuées annuellement, de même qu'à la hausse des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) et à la diminution du BAIIA, facteurs neutralisés en partie par la réduction des décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des charges. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté d'un exercice à l'autre de 21 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015 en raison du fait que la diminution des paiements d'impôt sur le résultat, la réduction des décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des charges, et la croissance du BAIIA ont été neutralisées en partie par la hausse des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) et par l'augmentation des sorties de trésorerie liées à la rémunération fondée sur des actions.

1.3 Secteur des services mobiles

Indicateurs opérationnels – secteur des services mobiles

Aux 31 décembre	2015		2014 ¹		Variation	
Abonnés (en milliers)						
Postpayés	7 352	7 108			3,4 %	
Prépayés	1 105	1 173			(5,8) %	
Total	8 457	8 281			2,1 %	
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	86,9	85,8			1,1 pt	
Population couverte par le réseau HSPA+ ² (en millions)	35,7	35,3			1,1 %	
Population couverte par le réseau LTE ² (en millions)	34,9	31,7			10,1 %	
	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014 ¹	Variation	2015	2014 ¹	Variation
Ajouts bruts d'abonnés (en milliers)						
Postpayés	273	308	(11,4) %	1 014	1 075	(5,7) %
Prépayés	98	131	(25,2) %	429	545	(21,3) %
Total	371	439	(15,5) %	1 443	1 620	(10,9) %
Ajouts nets d'abonnés (en milliers)						
Postpayés	62	118	(47,5) %	244	357	(31,7) %
Prépayés	(26)	(32)	18,8 %	(68)	(105)	35,2 %
Total	36	86	(58,1) %	176	252	(30,2) %
PMAA combinés, par mois³ (en dollars)	63,74	63,34	0,6 %	63,45	62,25	1,9 %
Taux de désabonnement, par mois³ (en %)						
Combinés	1,32	1,43	(0,11) pt	1,26	1,41	(0,15) pt
Services postpayés	1,01	0,94	0,07 pt	0,94	0,93	0,01 pt
Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ³ (en dollars)	472	433	9,0 %	418	385	8,5 %
Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau ³ (en %)	17,0	14,3	2,7 pts	13,9	11,8	2,1 pts
Volumes de fidélisation ³ (nombre d'appareils)	609	578	5,4 %	2 169	1 971	10,1 %

1. Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2014, le nombre d'abonnés des services prépayés, le total des abonnés et les statistiques opérationnelles connexes (ajouts bruts, ajouts nets, PMAA combinés, taux de désabonnement combinés et frais d'acquisition par ajout brut d'abonné) ont été ajustés de manière à tenir compte des 222 000 abonnés des services prépayés de Public Mobile aux fins du calcul des soldes d'ouverture relatifs au nombre d'abonnés, ainsi que des variations subséquentes des abonnés de Public Mobile.

2. Y compris les ententes de partage de réseau conclues avec d'autres entreprises de télécommunications canadiennes.

3. Se reporter à la rubrique 4.2, « Indicateurs opérationnels ». Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.

Produits d’exploitation – secteur des services mobiles

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Produits tirés des services de réseau	1 595	1 549	3,0 %	6 298	6 008	4,8 %
Équipement et autres produits	177	195	(9,2) %	635	579	9,7 %
Produits d’exploitation externes	1 772	1 744	1,6 %	6 933	6 587	5,3 %
Produits tirés des services de réseau liés aux activités intersectorielles	17	15	13,3 %	61	54	13,0 %
Total des produits d’exploitation	1 789	1 759	1,7 %	6 994	6 641	5,3 %
Produits tirés des services de transmission de données par rapport aux produits tirés des services de réseau (en %)	56	52	4 pts	55	50	5 pts

Les **produits tirés des services de réseau** provenant de clients externes se sont accrus d’un exercice à l’autre de 46 millions de dollars, ou 3,0 %, au quatrième trimestre de 2015 et de 290 millions de dollars, ou 4,8 %, au cours de l’exercice complet 2015. Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté d’un exercice à l’autre de 9,9 % au quatrième trimestre de 2015 et de 15 % au cours de l’exercice complet 2015, résultats qui reflètent la croissance du nombre d’abonnés, la proportion accrue des forfaits de deux ans assortis de tarifs plus élevés dans la composition des produits, la composition favorable des abonnés des services postpayés, l’accroissement des services de transmission de données en itinérance et, en ce qui concerne l’exercice complet, l’utilisation accrue des services de transmission de données facturables, facteurs neutralisés en partie par l’incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta. Les produits tirés des services de transmission de la voix ont diminué d’un exercice à l’autre de 4,6 % au quatrième trimestre de 2015 et de 4,9 % au cours de l’exercice complet 2015, en raison de l’adoption accrue de forfaits voix illimitée au pays, ainsi que de l’adoption continue des services et fonctions de transmission de données.

- Les **PMAA combinés mensuels** se sont établis à 63,74 \$ au quatrième trimestre de 2015 et à 63,45 \$ au cours de l’exercice complet 2015, ce qui reflète une hausse d’un exercice à l’autre de 0,40 \$, ou 0,6 %, au cours du trimestre, et de 1,20 \$, ou 1,9 %, au cours de l’exercice complet. L’augmentation est attribuable à l’incidence des forfaits de deux ans assortis de tarifs plus élevés, à une composition plus favorable des abonnés des services postpayés, à l’accroissement des services de transmission de données en itinérance et, en ce qui concerne l’exercice complet, à l’utilisation accrue des services de transmission de données facturables, facteurs neutralisés en partie par la diminution des produits tirés des services de transmission de la voix, par la suppression des frais pour les factures papier ainsi que par l’incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta. Le ralentissement de la croissance des PMAA s’est poursuivi au quatrième trimestre de 2015, en raison en grande partie de la plus faible proportion d’abonnés ayant signé des contrats d’une durée de trois ans qui renouvellent des contrats d’une durée de deux ans assortis de tarifs plus élevés, ainsi que de la plus faible utilisation des services de transmission de données facturables. La diminution d’un exercice à l’autre des services de transmission de données facturables au quatrième trimestre découle de l’affectation de quantités de données plus importantes aux forfaits À la carte^{MC}, avec prise d’effet en juin 2015, des réactions des abonnés concernant la fréquence accrue des avis d’utilisation de données en temps réel s’inscrivant dans le cadre de nos initiatives accordant la priorité aux clients, et du lancement de notre service Voyagez connecté É.-U.^{MC} en juillet 2015, qui s’adresse aux abonnés qui voyagent aux États-Unis. Ces initiatives visant l’utilisation de données s’alignent sur notre priorité, qui est d’accorder la priorité aux clients, et elles devraient se traduire par un accroissement des marges découlant de la satisfaction accrue de la clientèle.
- Les **ajouts bruts d’abonnés** se sont élevés à 371 000 au quatrième trimestre de 2015 et à 1 443 000 au cours de l’exercice complet 2015, ce qui reflète une diminution d’un exercice à l’autre de 68 000 au cours du trimestre et de 177 000 au cours de l’exercice complet 2015. Les ajouts bruts d’abonnés des services postpayés se sont établis à 273 000 au quatrième trimestre de 2015 et à 1 014 000 au cours de l’exercice complet 2015, ce qui reflète une diminution d’un exercice à l’autre de 35 000 au cours du trimestre et de 61 000 au cours de l’exercice complet. Ces diminutions découlent principalement de l’incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta, de la croissance, quoique plus modérée, du taux de pénétration du marché, de l’intensification de la concurrence et de l’incidence de l’augmentation des prix des appareils sur la demande des clients. Les ajouts bruts d’abonnés des services prépayés se sont établis à 98 000 au quatrième trimestre de 2015 et à 429 000 au cours de l’exercice complet 2015, ce qui reflète une diminution d’un exercice à l’autre de 33 000 au cours du trimestre et de 116 000 au cours de l’exercice complet, en raison essentiellement de la réduction des ajouts bruts d’abonnés de Public Mobile.

- **Les ajouts nets d’abonnés** se sont établis à 36 000 au quatrième trimestre et à 176 000 au cours de l’exercice complet 2015, ce qui reflète une diminution d’un exercice à l’autre de 50 000 au cours du trimestre et de 76 000 au cours de l’exercice complet, qui tient à la réduction des ajouts bruts d’abonnés, facteur neutralisé en partie par l’amélioration de notre taux de désabonnement mensuel combiné. Les ajouts nets d’abonnés des services postpayés se sont établis à 62 000 au quatrième trimestre de 2015 et à 244 000 au cours de l’exercice complet 2015, en baisse d’un exercice à l’autre de 56 000 au cours du trimestre et de 113 000 au cours de l’exercice complet, en raison des facteurs décrits ci-dessus ayant influé sur les ajouts bruts d’abonnés, ainsi que de la hausse du taux de désabonnement mensuel des abonnés des services postpayés. Le nombre d’abonnés des services prépayés a diminué de 26 000 au quatrième trimestre de 2015 et de 68 000 au cours de l’exercice complet 2015, par rapport à une baisse de 32 000 au quatrième trimestre de 2014 et de 105 000 au cours de l’exercice complet 2014. Les pertes d’abonnés des services prépayés reflètent les conversions aux services postpayés, nos efforts ciblés en matière de commercialisation visant les mises en service à valeur plus élevée et l’intensification de la concurrence en ce qui a trait aux services prépayés.
- **Le taux de désabonnement mensuel moyen des abonnés des services postpayés** s’est établi à 1,01 % au quatrième trimestre et à 0,94 % au cours de l’exercice complet 2015, par rapport à 0,94 % au quatrième trimestre et à 0,93 % au cours de l’exercice complet 2014. Le taux de désabonnement mensuel combiné s’est établi à 1,32 % au quatrième trimestre de 2015 et à 1,26 % au cours de l’exercice complet 2015, par rapport à 1,43 % au quatrième trimestre et à 1,41 % au cours de l’exercice complet 2014. L’augmentation d’un exercice à l’autre du taux de désabonnement des abonnés des services postpayés au quatrième trimestre et au cours de l’exercice complet 2015 tient principalement à l’intensification de la concurrence, les contrats d’une durée de deux ans et de trois ans ayant commencé à arriver à échéance simultanément à compter de juin 2015, ainsi qu’à l’incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta, et à nos efforts ciblés en matière de commercialisation visant les mises en service à valeur plus élevée. Nous nous attendons au maintien de ces répercussions en 2016. L’amélioration d’un exercice à l’autre du taux de désabonnement combiné au quatrième trimestre et au cours de l’exercice complet 2015 tient au plus grand nombre d’abonnés qui sont des abonnés des services postpayés, à l’attention que nous continuons de prêter à nos initiatives accordant la priorité aux clients, à notre approche client transparente et à nos programmes de fidélisation, facteurs qui ont été neutralisés en partie par le ralentissement économique, particulièrement en Alberta, par l’intensité de la concurrence, ainsi que par nos efforts ciblés en matière de commercialisation visant les mises en service à valeur plus élevée ayant influé sur le taux de désabonnement des abonnés des services postpayés dont il est fait mention ci-dessus.

Les **produits tirés de l’équipement et autres produits** ont diminué d’un exercice à l’autre de 18 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, principalement en raison de la réduction des ajouts bruts et de la diminution des produits tirés de l’équipement de Black’s Photography découlant de la fermeture de ces magasins en août 2015, facteurs neutralisés en partie par la hausse des volumes de fidélisation et par les profits non récurrents à la cession de biens immobiliers. Les produits tirés de l’équipement et autres produits ont augmenté d’un exercice à l’autre de 56 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2015, en raison principalement de l’accroissement des volumes de fidélisation tenant en partie aux contrats de deux ans et de trois ans arrivant à échéance simultanément, ainsi que de la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant un prix plus élevé vendus, facteurs neutralisés en partie par la diminution des ajouts bruts et par la réduction des produits tirés de Black’s Photography découlant de la fermeture de ces magasins en août 2015.

Les **produits tirés des services de réseau liés aux activités intersectorielles** représentent les services de réseau fournis au secteur des services filaires. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes.

Charges d'exploitation – secteur des services mobiles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Achat de biens et services :						
Charges liées aux ventes d'équipement	480	452	6,2 %	1 623	1 423	14,1 %
Charges d'exploitation des services de réseau	190	194	(2,1) %	759	776	(2,2) %
Frais de marketing	129	138	(6,5) %	436	426	2,3 %
Autres ¹	166	166	— %	653	603	8,3 %
Charge au titre des avantages du personnel ¹	196	180	8,9 %	717	686	4,5 %
Charges d'exploitation du secteur des services mobiles	1 161	1 130	2,7 %	4 188	3 914	7,0 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la rubrique 4.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

Les **charges liées aux ventes d'équipement** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 28 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 et de 200 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015, ce qui reflète l'accroissement des volumes de fidélisation et la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, facteurs neutralisés en partie par la diminution des ajouts bruts et par la réduction du coût des ventes découlant de la fermeture des magasins Black's Photography en août 2015.

- Les **frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau** se sont établis à 17,0 % au quatrième trimestre et à 13,9 % au cours de l'exercice complet 2015, par rapport à 14,3 % au quatrième trimestre et à 11,8 % au cours de l'exercice complet 2014, ce qui représente une augmentation d'un exercice à l'autre de 50 millions de dollars, ou 23 %, au quatrième trimestre, et de 165 millions de dollars, ou 23 %, au cours de l'exercice complet 2015. Les augmentations d'un exercice à l'autre au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2015 tiennent à l'accroissement des volumes de fidélisation et à la hausse des commissions connexes, ainsi qu'à l'accroissement des coûts de financement par appareil découlant de l'adoption continue de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur, de la hausse des coûts de financement durant les périodes de mise en service de pointe aux troisième et quatrième trimestres de 2015, et de la réduction des frais d'échange d'appareils.
- Les **frais d'acquisition par ajout brut d'abonné** se sont élevés à 472 \$ au quatrième trimestre de 2015 et à 418 \$ au cours de l'exercice complet 2015, en hausse d'un exercice à l'autre de 39 \$, ou 9,0 %, au cours du trimestre, et de 33 \$, ou 8,5 %, au cours de l'exercice complet 2015. Les augmentations s'expliquent essentiellement par la hausse des coûts de financement par appareil reflétant la plus grande proportion d'ajouts bruts d'abonnés des services postpayés, par la hausse des commissions, par la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, et par la hausse des coûts de financement durant les périodes de mise en service de pointe aux troisième et quatrième trimestres de 2015.

Les **charges d'exploitation des services de réseau** ont diminué d'un exercice à l'autre de 4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 et de 17 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015, en raison de la réduction des coûts d'entretien et de soutien du réseau, y compris la mise hors service du réseau AMRC de Public Mobile au quatrième trimestre de 2014, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux services d'itinérance provenant des hausses de volumes.

Les **frais de marketing** ont diminué d'un exercice à l'autre de 9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, en raison principalement de la réduction des frais de publicité et de promotion, facteur neutralisé en partie par la hausse des charges au titre des commissions tenant à l'accroissement des volumes de fidélisation. Les frais de marketing ont augmenté d'un exercice à l'autre de 10 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015, en raison essentiellement de la hausse des charges au titre des commissions tenant à l'accroissement des volumes de fidélisation, facteur neutralisé en partie par la diminution des frais de publicité et de promotion au quatrième trimestre.

Les **autres charges au titre de l'achat de biens et services** sont demeurées inchangées d'un exercice à l'autre au quatrième trimestre, l'augmentation de la provision pour créances douteuses ayant été neutralisée par la diminution des frais d'administration. Les autres charges au titre de l'achat de biens et services ont augmenté d'un exercice à l'autre de 50 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015, ce qui reflète essentiellement la hausse des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d'œuvre découlant principalement de la rationalisation des biens immobiliers, l'augmentation de la provision pour créances douteuses afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés, l'accroissement de nos canaux de distribution, de même que l'augmentation des coûts liés à la main-d'œuvre externe.

La charge au titre des avantages du personnel a augmenté d'un exercice à l'autre de 16 millions de dollars au quatrième trimestre et de 31 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015, en raison de la hausse des coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre découlant des initiatives en matière d'efficacité, de la baisse des coûts liés à la main-d'œuvre inscrits à l'actif et, en ce qui concerne l'exercice complet, de la hausse des charges au titre de la rémunération fondée sur des actions.

BAIIA – secteur des services mobiles

(en millions de dollars, sauf les marges)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
BAIIA	628	629	(0,2) %	2 806	2 727	2,9 %
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA	25	6	n.s.	81	30	170,0 %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	653	635	2,8 %	2 887	2 757	4,7 %
Marge du BAIIA (en %)	35,1	35,8	(0,7) pt	40,1	41,1	(1,0) pt
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts (en %)	36,5	36,1	0,4 pt	41,3	41,5	(0,2) pt

Le BAIIA du secteur des services mobiles est demeuré relativement inchangé d'un exercice à l'autre au quatrième trimestre de 2015, et a augmenté de 79 millions de dollars, ou 2,9 %, au cours de l'exercice complet 2015. Le BAIIA du secteur des services mobiles excluant les coûts de restructuration et autres coûts s'est accru d'un exercice à l'autre de 18 millions de dollars, ou 2,8 %, au quatrième trimestre, et de 130 millions de dollars, ou 4,7 %, au cours de l'exercice complet 2015, résultats qui reflètent la croissance des produits tirés des services de réseau découlant de l'accroissement du nombre d'abonnés et de la hausse des PMAA, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des frais de fidélisation, par la hausse de la provision pour créances douteuses, ainsi que par l'accroissement des charges liées au service à la clientèle et aux canaux de distribution.

1.4 Secteur des services filaires

Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires

Aux 31 décembre (en milliers)	2015	2014	Variation
Nombre d'abonnés :			
Abonnés à Internet haute vitesse	1 566	1 475	6,2 %
Abonnés à TELUS TV	1 005	916	9,7 %
Lignes résidentielles d'accès au réseau :	1 467	1 556	(5,7) %
Nombre total d'abonnés aux services filaires ¹	4 038	3 947	2,3 %

(en milliers)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés :						
Abonnés à Internet haute vitesse	22	22	— %	91	80	13,8 %
Abonnés à TELUS TV	25	28	(10,7) %	89	101	(11,9) %
Lignes résidentielles d'accès au réseau	(24)	(20)	(20,0) %	(89)	(87)	(2,3) %
Ajouts nets au nombre total d'abonnés aux services filaires ¹	23	30	(23,3) %	91	94	(3,2) %

1. Avec prise d'effet le 31 décembre 2015, le nombre d'abonnés présenté ne tient plus compte du nombre de lignes d'affaires d'accès au réseau, en raison de la pertinence réduite de ces lignes d'affaires en tant qu'indicateur de rendement clé (ainsi, l'incidence du remplacement des lignes utilisées pour les services de transmission de la voix par les services IP a entraîné des pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau sans qu'aucune baisse similaire des produits soit observée). En conséquence, les résultats au 31 décembre 2014 ont été retraités sur une base rétrospective de manière à exclure 1 613 000 lignes d'affaires d'accès au réseau dans le calcul des soldes présentés relatifs au nombre d'abonnés. Au 31 décembre 2015, le nombre de lignes d'affaires d'accès au réseau s'élevait à 1 586 000, et le nombre de pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau se chiffrait à 5 000 et à 27 000, respectivement, au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2015, comparativement à des pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau de 5 000 au quatrième trimestre de 2014 et à des ajouts de lignes d'affaires d'accès au réseau de 2 000 au cours de l'exercice complet 2014. Le nombre total d'abonnés des services filaires, compte tenu des lignes d'affaires d'accès au réseau, se serait élevé à 5 624 000 en 2015, en hausse de 1,2 % par rapport à 2014.

Produits d'exploitation – secteur des services filaires

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Services et équipement de transmission de données	991	911	8,8 %	3 772	3 472	8,6 %
Services de transmission de la voix	358	393	(8,9) %	1 496	1 615	(7,4) %
Autres services et équipement	72	67	7,5 %	238	255	(6,7) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1 421	1 371	3,6 %	5 506	5 342	3,1 %
Autres produits d'exploitation	24	13	84,6 %	63	73	(13,7) %
Produits d'exploitation externes	1 445	1 384	4,4 %	5 569	5 415	2,8 %
Produits tirés d'activités intersectorielles	44	44	— %	174	175	(0,6) %
Total des produits d'exploitation	1 489	1 428	4,3 %	5 743	5 590	2,7 %

Le total des produits d'exploitation du secteur des services filaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 61 millions de dollars, ou 4,3 %, au quatrième trimestre de 2015, et de 153 millions de dollars, ou 2,7 % au cours de l'exercice complet 2015, résultats qui reflètent la croissance continue des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés découlant de l'accroissement du nombre d'abonnés et de la hausse des produits d'exploitation par client, la croissance des services d'impartition des processus d'affaires, l'augmentation des produits tirés des services TELUS TV découlant de l'accroissement du nombre d'abonnés, ainsi que la croissance des produits tirés des services TELUS Santé. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants, par le maintien des pressions concurrentielles, par le remplacement des produits, par l'incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta, et en ce qui concerne l'exercice complet, par la diminution des produits tirés des autres services.

Les **produits tirés de contrats conclus avec des clients** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 50 millions de dollars, ou 3,6 %, au quatrième trimestre de 2015, et de 164 millions de dollars, ou 3,1 %, au cours de l'exercice complet 2015.

- Les **produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 80 millions de dollars, ou 8,8 %, au quatrième trimestre de 2015, et de 300 millions de dollars, ou 8,6 %, au cours de l'exercice complet 2015, résultats qui sont principalement attribuables i) à l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés reflétant la croissance de 6,2 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse au cours de l'exercice, l'augmentation des produits d'exploitation par client découlant des mises à niveau pour des vitesses Internet plus élevées et des forfaits permettant une plus grande utilisation des services de transmission de données, les abonnements auxquels les offres promotionnelles ne s'appliquent plus, la mise en œuvre de la facturation fondée sur l'utilisation de même que certaines hausses de tarifs à la fin de 2014, en ce qui concerne l'exercice complet; ii) à la croissance des produits tirés de l'impartition des processus d'affaires; iii) à l'augmentation des produits tirés de TELUS TV découlant de la croissance de 9,7 % du nombre d'abonnés au cours de l'exercice et de certaines hausses de tarifs en 2015; iv) à l'augmentation des produits tirés de TELUS Santé. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la réduction des produits tirés des services gérés et des services de vidéoconférence et par la diminution des ventes d'équipement de transmission de données, lesquelles reflètent essentiellement le ralentissement économique, particulièrement en Alberta.
- Les **produits tirés des services de transmission de la voix** ont reculé d'un exercice à l'autre de 35 millions de dollars, ou 8,9 %, au quatrième trimestre de 2015, et de 119 millions de dollars, ou 7,4 %, au cours de l'exercice complet 2015. Les diminutions reflètent la réduction continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants découlant du remplacement de la technologie, l'intensification de la concurrence, l'utilisation accrue de forfaits interurbains et la baisse au chapitre du nombre de minutes par abonné des services interurbains, facteurs neutralisés en partie par certaines hausses de tarifs. Nous avons enregistré une réduction de 5,7 % des lignes résidentielles d'accès au réseau au cours de l'exercice, par rapport à une diminution de 5,3 % en 2014.
- Les **ajouts nets au nombre d'abonnés aux services filaires** se sont établis à 23 000 au quatrième trimestre de 2015 et à 91 000 au cours de l'exercice complet 2015, en baisse d'un exercice à l'autre de 7 000, ou 23 %, au quatrième trimestre, et de 3 000, ou 3,2 %, au cours de l'exercice complet 2015.

- Les **ajouts nets** d’abonnés à Internet haute vitesse sont demeurés inchangés d’un exercice à l’autre au quatrième trimestre et ont augmenté d’un exercice à l’autre de 11 000, ou 14 %, au cours de l’exercice complet 2015. L’augmentation découle de l’élargissement de notre couverture à large bande haute vitesse ainsi que de l’incidence favorable de l’offre continue de services groupés avec Télé OPTIK, facteurs neutralisés en partie par une hausse du taux de désabonnement. Les ajouts nets d’abonnés à TELUS TV ont diminué d’un exercice à l’autre de 3 000, ou 11 %, au quatrième trimestre de 2015 et de 12 000, ou 12 %, au cours de l’exercice complet 2015, en raison du fait que l’élargissement de l’accessibilité de notre couverture à large bande haute vitesse a été largement neutralisé par l’incidence du ralentissement de la croissance du nombre d’abonnés aux services de télévision payés, par les activités réduites de construction de camps aménagés aux fins de l’exploitation des sables bitumineux, par l’intensification de la concurrence liée aux services par contournement et par le remplacement de la technologie, de même que par l’accroissement de notre taux de désabonnement. Au cours du quatrième trimestre de 2015, le nombre d’abonnés à TELUS TV a franchi la barre du un million. La priorité que nous continuons d’accorder à l’élargissement de l’accessibilité de nos services Télé OPTIK et Internet haute vitesse, au branchement direct de plus de foyers et d’entreprises aux installations à fibres optiques et au groupement de ces services s’est traduite par une croissance du nombre combiné d’abonnés aux services Internet et de télévision de 180 000, ou 7,5 % au cours de l’exercice.
- Les **pertes de lignes résidentielles d’accès au réseau** se sont chiffrées à 24 000 au quatrième trimestre et à 89 000 au cours de l’exercice complet 2015, par rapport à 20 000 au quatrième trimestre de 2014 et à 87 000 au cours de l’exercice complet 2014. Les pertes de lignes résidentielles d’accès au réseau reflètent la tendance continue au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, y compris les pertes au profit de concurrents, facteurs atténués en partie par le succès remporté par l’offre de services groupés et par les initiatives visant à accorder la priorité aux clients.
- Les **produits tirés des autres services et de l’équipement** ont augmenté d’un exercice à l’autre de 5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, cette augmentation étant attribuable principalement à des services non récurrents. Les produits tirés des autres services et de l’équipement ont diminué d’un exercice à l’autre de 17 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2015, ce qui reflète la diminution des ventes d’équipement de transmission de la voix et la suppression des frais pour les factures papier.

Les **autres produits d’exploitation** ont augmenté d’un exercice à l’autre de 11 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, en raison principalement de profits non récurrents à la cession de certains biens immobiliers. Les autres produits d’exploitation ont diminué d’un exercice à l’autre de 10 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2015, résultat qui tient à la réduction, au cours de la période considérée, de l’amortissement des produits différés au titre du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix aux fins de la prestation de services Internet à large bande dans les collectivités rurales et éloignées admissibles, ainsi qu’à la diminution du produit financier, facteurs neutralisés en partie par la hausse des profits à la cession de biens immobiliers.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** représentent les services fournis au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes.

Charges d’exploitation – secteur des services filaires

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Achat de biens et services ¹	578	585	(1,2) %	2 296	2 300	(0,2) %
Charges au titre des avantages du personnel ¹	561	471	19,1 %	1 991	1 801	10,5 %
Total des charges d’exploitation	1 139	1 056	7,9 %	4 287	4 101	4,5 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la rubrique 4.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

Les **charges au titre de l’achat de biens et services** ont diminué d’un exercice à l’autre de 7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 et de 4 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2015. Ces diminutions tiennent principalement à la réduction du coût des ventes d’équipement à des entreprises liée à la diminution des produits tirés de l’équipement, à la diminution des frais de publicité et de promotion et, en ce qui concerne l’exercice complet, à un montant d’environ 15 millions de dollars découlant d’une évaluation rétroactive, au troisième trimestre de

2014, relativement à la charge liée à l'apport supplémentaire au titre des produits tirés des services de télévision, qui est affecté à nos exigences de financement de la programmation canadienne. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d'œuvre découlant de la rationalisation des biens immobiliers, ainsi que par la hausse des coûts d'exploitation liés au réseau et des frais d'administration afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés.

La charge au titre des avantages du personnel a augmenté d'un exercice à l'autre de 90 millions de dollars au quatrième trimestre et de 190 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015. Ces augmentations découlent essentiellement de l'augmentation des coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre tenant aux initiatives en matière d'efficacité, de la hausse de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel principalement en vue de soutenir la croissance des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires, ainsi que de l'accroissement des charges au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre inscrits à l'actif découlant de la croissance des dépenses d'investissement et, en ce qui concerne le quatrième trimestre, par la réduction de la rémunération fondée sur des actions.

BAIIA – secteur des services filaires

(en millions de dollars, sauf les marges)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
BAIIA	350	372	(5,9) %	1 456	1 489	(2,2) %
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA	74	20	n.s.	145	45	n.s.
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	424	392	8,2 %	1 601	1 534	4,4 %
Marge du BAIIA (en %)	23,5	26,0	(2,5) pts	25,4	26,6	(1,2) pt
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts (en %)	28,5	27,4	1,1 pt	27,9	27,4	0,5 pt

Le BAIIA du secteur des services filaires a diminué d'un exercice à l'autre de 22 millions de dollars, ou 5,9 %, au quatrième trimestre de 2015, et de 33 millions de dollars, ou 2,2 %, au cours de l'exercice complet 2015. Ces résultats tiennent principalement à l'accroissement des coûts de restructuration et autres coûts, à la hausse des salaires et à la réduction continue des services de transmission de la voix existants, facteurs neutralisés en partie par la croissance des produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données, et par des profits non récurrents à la cession de biens immobiliers. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts s'est accru d'un exercice à l'autre de 8,2 % au quatrième trimestre de 2015, et de 4,4 % au cours de l'exercice complet 2015, comparativement à une hausse d'un exercice à l'autre des produits de 4,3 % au cours du trimestre et de 2,7 % au cours de l'exercice complet, ce qui reflète l'amélioration des marges liées aux services de transmission de données, y compris les services Internet, TELUS TV, les services d'impartition des processus d'affaires et TELUS Santé. La croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts d'un exercice à l'autre a également été touchée de façon favorable par des profits non récurrents à la cession de certains biens immobiliers.

1.5 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et tendances

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T4 2015	T3 2015	T2 2015	T1 2015	T4 2014	T3 2014	T2 2014	T1 2014
Produits d'exploitation	3 217	3 155	3 102	3 028	3 128	3 028	2 951	2 895
Charges d'exploitation								
Achat de biens et services ¹	1 482	1 394	1 372	1 284	1 476	1 333	1 268	1 222
Charge au titre des avantages du personnel ¹	757	693	649	609	651	630	610	596
Dotation aux amortissements	518	471	464	456	468	459	444	463
Total des charges d'exploitation	2 757	2 558	2 485	2 349	2 595	2 422	2 322	2 281
Bénéfice d'exploitation	460	597	617	679	533	606	629	614
Coûts de financement	114	106	110	117	115	124	115	102
Bénéfice avant impôt	346	491	507	562	418	482	514	512
Charge d'impôt sur le résultat	85	126	166	147	106	127	133	135
Bénéfice net et bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	261	365	341	415	312	355	381	377
Bénéfice net par action ordinaire :								
De base (BPA de base)	0,44	0,61	0,56	0,68	0,51	0,58	0,62	0,61
BPA de base ajusté ²	0,54	0,66	0,66	0,70	0,53	0,64	0,63	0,62
Dilué	0,44	0,61	0,56	0,68	0,51	0,58	0,62	0,60
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,44	0,42	0,42	0,40	0,40	0,38	0,38	0,36
Information supplémentaire :								
BAlIA ²	978	1 068	1 081	1 135	1 001	1 065	1 073	1 077
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAlIA ²	99	51	59	17	26	30	11	8
BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ²	1 077	1 119	1 140	1 152	1 027	1 095	1 084	1 085
Entrées liées aux activités d'exploitation	863	1 018	943	718	917	1 037	855	598
Flux de trésorerie disponibles ²	197	310	300	271	337	219	210	291

1. L'achat de biens et services et la charge au titre des avantages du personnel comprennent les coûts de restructuration et autres coûts.

2. Se reporter à la rubrique 4.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

Tendances

La tendance observée au chapitre des produits consolidés continue de refléter l'augmentation d'un exercice à l'autre i) des produits tirés du réseau mobile, en raison de la croissance, quoique plus modérée, du nombre d'abonnés tenant à l'incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta, du ralentissement de la croissance du taux de pénétration du marché des services postpayés mobiles, de l'intensification de la concurrence et de la hausse des prix des appareils, ainsi que de l'augmentation, quoique plus modérée, des PMAA découlant de la plus grande proportion de forfaits de deux ans assortis de tarifs plus élevés, d'une composition plus favorable des abonnés des services postpayés, et de l'utilisation accrue des services de transmission de données en itinérance et des services de transmission de données facturables, facteurs neutralisés en partie par la diminution des produits tirés des services de transmission de la voix; ii) des produits tirés de l'équipement mobile qui se sont de façon générale accrues en raison de l'accroissement des volumes de fidélisation, particulièrement en 2015, les contrats de clients d'une durée de deux ans et de trois ans ayant commencé à arriver à échéance simultanément, et de l'accroissement des ventes de téléphones intelligents dont le prix est plus élevé; iii) de la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données stimulés par le service Internet, par les services de transmission de données améliorés, par l'impartition des services d'affaires, et par les services TELUS TV et TELUS Santé. Cette croissance a été neutralisée en partie par la diminution continue des produits tirés des services mobiles de transmission de la voix, ainsi que des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et des produits tirés des autres services et de l'équipement liés aux services filaires.

La tendance au chapitre de la croissance des produits tirés des services mobiles de transmission de données est à la baisse et est touchée par les pressions concurrentielles qui entraînent l'affectation de quantités de données plus importantes aux forfaits, y compris le partage de données et les caractéristiques et forfaits concernant les services de transmission de données en itinérance internationale, les forfaits de messagerie textuelle illimitée, les réactions des abonnés concernant la fréquence accrue des avis d'utilisation de données en temps réel ainsi que le délestage du trafic de données de notre réseau mobile vers les points d'accès Wi-Fi qui sont de plus en plus

disponibles. En juillet 2013, les forfaits de deux ans pour les services mobiles que nous avons lancés ont eu une incidence sur les tendances au chapitre de l'acquisition et de la fidélisation des abonnés, ainsi que sur l'utilisation des services de transmission de données, les abonnés ayant optimisé leurs forfaits d'appels et de messagerie textuelle illimitée et leurs forfaits de partage de données, et nous estimons qu'ils feront augmenter la fréquence à laquelle les abonnés remplacent leurs appareils et mettent à niveau leurs services. Les PMAA devraient continuer d'augmenter au fil du temps, mais les taux de croissance seront cependant plus faibles, en raison de la plus faible proportion de clients ayant signé des contrats pour des forfaits de trois ans qui renouvellent leurs contrats pour des forfaits de deux ans assortis de tarifs plus élevés, de l'utilisation croissante, quoique plus modérée, des services de transmission de données facturables, et de la variation continue de la composition de notre clientèle en faveur d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée. Toutefois, le niveau des PMAA dépend fortement de la concurrence, de la conjoncture économique, du comportement des consommateurs, des décisions prises par le gouvernement, ainsi que du choix des appareils et d'autres facteurs. En conséquence, il n'existe aucune certitude que la croissance des PMAA se poursuivra. Ainsi, aux troisième et quatrième trimestres de 2015, la croissance des PMAA a été atténuée par l'incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta, ainsi que par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix. Ce facteur devrait continuer d'influer sur la croissance en 2016.

Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau ont augmenté d'un exercice à l'autre, passant de 11,8 % en 2014 à 13,9 % en 2015, en raison principalement des contrats d'une durée de deux ans et de trois ans qui ont commencé à arriver à échéance simultanément le 3 juin 2015, et de l'accroissement des ventes de téléphones intelligents pour lesquels les coûts de financement sont plus élevés. Il se pourrait que le volume des renouvellements de contrats demeure plus élevé qu'il ne l'était avant le 3 juin 2015. Il se pourrait également que des pressions continuent de s'exercer sur le taux de désabonnement aux services postpayés si certains clients ayant signé des contrats d'une durée de trois ans mettent fin à leur contrat plus tôt que prévu ou si l'intensification de la concurrence se poursuit en 2016. En conséquence, les résultats d'exploitation du secteur des services mobiles dans le passé et les tendances précédant l'arrivée à échéance simultanée des contrats d'une durée de deux ans et de trois ans pourraient ne pas refléter les résultats et les tendances des périodes futures.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, l'augmentation des frais d'acquisition connexes et des ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats ont, dans le passé, revêtu un caractère saisonnier important aux troisième et quatrième trimestres. Ces facteurs peuvent habituellement avoir une plus grande incidence lorsque survient le lancement d'appareils populaires. Le BAIIA du secteur des services mobiles affiche habituellement une baisse séquentielle du troisième trimestre au quatrième trimestre, en raison du caractère saisonnier des volumes de mises en service. Les ajouts d'abonnés sont habituellement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Dans le passé, les PMAA mensuels tirés des services mobiles ont enregistré des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres, en raison de l'utilisation accrue de ces services et du recours aux services d'itinérance au printemps et en été, et des baisses séquentielles saisonnières aux quatrième et premier trimestres. Cette incidence saisonnière sur les PMAA devrait diminuer dans l'avenir, au fur et à mesure que les forfaits voix illimitée au pays deviendront plus prépondérants et que les services utilisés pouvant être facturés et que les montées en flèche des services interurbains deviendront moins prononcés.

La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés des services filaires de transmission de données reflète la croissance des services Internet haute vitesse et des services de transmission de données améliorés, y compris une hausse de l'utilisation et de l'adoption de services assortis de vitesses plus élevées, la croissance des services d'impartition des processus d'affaires, l'augmentation continue, quoique plus modérée, du nombre d'abonnés à TELUS TV (en hausse de 9,7 % en 2015), la croissance des solutions TELUS Santé et certaines hausses de tarifs. La croissance des produits tirés des services Internet tient à l'accroissement du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse (croissance de 6,2 % en 2015), ainsi qu'à l'offre de services groupés avec le service Télé OPTIK, au lancement de la facturation fondée sur l'utilisation et à certaines hausses de tarifs. La tendance à la baisse générale des produits tirés des services filaires de transmission de la voix découle de la concurrence exercée par des fournisseurs offrant des services VoIP (y compris des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises propriétaires d'installations, ainsi que du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services et applications IP, de l'intensification de la concurrence sur le marché des petites et moyennes entreprises, ainsi que de l'incidence du ralentissement économique et du rajustement connexe des services effectué par les clients.

La tendance au chapitre des charges liées à l’achat de biens et services reflète l’augmentation des charges au titre de l’équipement mobile liées aux téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus et l’accroissement des volumes de fidélisation, la hausse des coûts liés au contenu découlant de l’accroissement du nombre d’abonnés aux services filaires TELUS TV, la hausse des charges du secteur des services mobiles liées au service à la clientèle et aux canaux de distribution, ainsi que l’accroissement des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d’œuvre, facteurs neutralisés en partie par la diminution des charges d’exploitation au titre du réseau mobile découlant des initiatives d’efficacité opérationnelle.

La tendance au chapitre de la charge au titre des avantages du personnel reflète l’augmentation des charges de rémunération et des coûts de restructuration liés à l’effectif, ainsi que l’accroissement du nombre d’employés équivalents temps plein afin de prendre en charge la croissance des produits tirés de l’impartition des processus d’affaires, facteurs neutralisés en partie par la réduction du nombre d’employés équivalents temps plein tenant en partie à la réduction du nombre de postes à temps plein annoncée en novembre 2015, et par la hausse des coûts liés à la main-d’œuvre inscrits à l’actif qui sont associés à l’accroissement des dépenses d’investissement, comme il est décrit à la *rubrique 3.3*.

La tendance générale au chapitre de la dotation aux amortissements reflète une augmentation en raison de la croissance des immobilisations afin de prendre en charge l’élargissement de notre infrastructure à large bande et l’élargissement de la couverture du réseau LTE, ainsi que des ajustements découlant de notre programme continu d’analyse de la durée d’utilité des actifs.

La tendance générale au chapitre des coûts de financement reflète l’augmentation de l’encours de la dette à long terme liée aux investissements importants relatifs aux licences de spectre acquises dans le cadre des enchères tenues par le ministère de l’Innovation, des Sciences et du Développement économique en 2014 et en 2015. Les coûts de financement comprennent également le montant net des charges d’intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel qui a augmenté en 2015, en raison principalement de l’accroissement du déficit au titre de ces régimes au 31 décembre 2014, un excédent au titre des régimes à prestations définies du personnel ayant été comptabilisé au 31 décembre 2013. Le montant net des charges d’intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel devrait diminuer en 2016, en raison de la réduction du déficit net, neutralisée en partie par l’application d’un taux d’actualisation plus élevé au 31 décembre 2015 (se reporter à la *note 14* de nos états financiers consolidés de 2015). Par ailleurs, les coûts de financement sont comptabilisés déduction faite des intérêts capitalisés au titre des licences de spectre acquises dans le cadre des enchères tenues par le ministère de l’Innovation, des Sciences et du Développement économique, ce spectre devant être déployé au sein de notre réseau existant au cours des périodes ultérieures (les intérêts sur la dette à long terme capitalisés s’établissent à 45 millions de dollars depuis le début du deuxième trimestre de 2015). Les coûts de financement pour les huit périodes présentées comprennent divers profits ou pertes de change et des montants variables de produits d’intérêts, y compris des produits d’intérêts de 20 millions de dollars comptabilisés au deuxième trimestre de 2015 découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs. De plus, les coûts de financement au troisième trimestre de 2014 comprennent des primes au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme d’environ 13 millions de dollars.

La tendance observée au chapitre du bénéfice net reflète les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements hors trésorerie liés aux variations de l’impôt sur le résultat, et les ajustements comptabilisés dans la période considérée au titre de l’impôt sur le résultat de périodes antérieures, y compris les intérêts connexes après impôt sur les redressements. La tendance au chapitre du BPA de base reflète également l’incidence des rachats d’actions en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

La tendance au chapitre des entrées liées aux activités d’exploitation reflète la croissance du BAIIA consolidé et la diminution des paiements d’impôt sur le résultat en 2015, déduction faite de la hausse des charges d’intérêts découlant de nos activités de financement. La tendance au chapitre des flux de trésorerie disponibles reflète les facteurs ayant une incidence sur les entrées liées aux activités d’exploitation ainsi que l’accroissement des dépenses d’investissement (excluant les licences de spectre), mais ne tient pas compte de l’incidence de certaines variations du fonds de roulement, notamment les créances clients et les dettes fournisseurs.

1.6 Fiche d’évaluation des résultats (mesures clés du rendement)

En 2015, nous avons atteint trois de nos quatre objectifs initiaux au chapitre des chiffres consolidés, et avons atteint nos quatre objectifs initiaux au chapitre des résultats sectoriels, lesquels ont été annoncés le 12 février 2015. Nous avons atteint nos objectifs au chapitre des produits consolidés, en raison principalement de la croissance des produits tirés du réseau mobile, ainsi que de la croissance des produits tirés des services filaires de

transmission de données. Les produits tirés du réseau mobile ont presque atteint la tranche supérieure de notre fourchette cible, résultat qui reflète la croissance du nombre d'abonnés et l'augmentation des PMAA. Les produits du secteur des services filaires se sont établis près de la tranche médiane de notre fourchette cible, car la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données a été neutralisée en partie par la diminution des services de transmission de la voix existants et par la réduction des dépenses des entreprises.

Nous avons atteint notre objectif au chapitre du BAIIA consolidé excluant les coûts de restructuration et autres coûts. Nous avons atteint notre objectif au chapitre du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts du secteur des services mobiles, en raison de l'accroissement des produits tirés du réseau, facteur neutralisé en partie par la hausse des frais de fidélisation. Nous avons atteint notre objectif au chapitre du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts du secteur des services filaires en raison de la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données, ainsi que de l'amélioration des marges liées aux services de transmission de données améliorés, aux services TELUS TV, aux services d'impartition des processus d'affaires et aux services TELUS Santé.

Nous avons atteint notre objectif au chapitre du BPA de base excluant les coûts de restructuration et autres coûts et les ajustements liés à l'impôt sur le résultat, en raison principalement de la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts du secteur des services mobiles et du secteur des services filaires dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que de la réduction du nombre d'actions en circulation découlant de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Les dépenses d'investissement en 2015 ont excédé notre objectif initial et notre indication révisée, en raison de nos investissements continus dans l'infrastructure à large bande pour les services filaires et les services mobiles, y compris l'élargissement de notre réseau LTE et de notre réseau à fibres optiques et le déploiement continu du spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, ainsi que des investissements dans les activités visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos initiatives continues accordant la priorité aux clients, et dans les activités de préparation de notre réseau et de nos systèmes pour la mise hors service future d'actifs existants.

Nous avons atteint toutes nos cibles, sauf une, à l'égard de nos objectifs, politiques et lignes directrices à long terme sur le plan financier notamment le fait d'avoir maintenu, de façon générale, des liquidités inutilisées d'au moins 1,0 milliard de dollars et de respecter notre ratio de distribution de 65 % à 75 % des bénéfices prévisibles sur une base prospective, et d'avoir maintenu des notations du crédit de première qualité à long terme de BBB+ ou des notations équivalentes. Au 31 décembre 2015, notre ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts sortait de la fourchette cible à long terme de 2,00 à 2,50 fois, en raison principalement des licences de spectre acquises dans le cadre des enchères tenues en 2014 et en 2015, le nombre de ces enchères ayant été inhabituellement élevé. Nous nous efforcerons de faire en sorte que ce ratio revienne dans la fourchette cible à moyen terme, car nous sommes d'avis que cette fourchette s'aligne sur notre stratégie à long terme. (Pour des renseignements supplémentaires, se reporter à la *rubrique 7.5* de notre rapport de gestion annuel 2015.)

Nous avons également effectué 10 hausses des dividendes semestriels de 2011 à 2015, conformément à notre intention d'effectuer des hausses de dividendes semestrielles continues, la hausse annuelle devant se situer aux alentours de 10 % jusqu'à la fin de 2016, sous réserve de l'évaluation et de la détermination par notre conseil d'administration de notre situation financière et de nos perspectives, et selon notre indication concernant le ratio de distribution à long terme de 65 % à 75 % des bénéfices prévisibles, sur une base prospective. Il n'existe aucune certitude que nous maintiendrons le programme de croissance du dividende. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs – La capacité de maintenir le programme de croissance du dividende aux alentours de 10 % par année jusqu'en 2016*.

Le tableau suivant illustre le rendement de TELUS par rapport à nos objectifs initiaux ou révisés pour 2015 et présente également nos objectifs pour 2016. Nos objectifs, nos plans et nos hypothèses concernant 2016 sont assujettis dans leur totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités d'exploitation. (Se reporter également à la *rubrique 10, « Risques et gestion des risques »*, de notre rapport de gestion annuel 2015.)

Fiche d'évaluation

	Rendement pour 2015			Objectifs pour 2016 et croissance
	Résultats réels et croissance	Objectifs initiaux ou révisés et croissance	Résultat	
Chiffres consolidés				
Produits	12,502 G\$ 4,2 %	12,350 G\$ à 12,550 G\$ 3 % à 5 %	✓	12,750 G\$ à 12,875 G\$ 2,0 % à 3,0 %
BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ¹	4,488 G\$ 4,6 %	4,400 G\$ à 4,575 G\$ ² 3 % à 7 %	✓	4,625 G\$ à 4,755 G\$ 3,0 % à 6,0 %
BPA de base	2,48 \$³ 7,4 %	2,40 \$ à 2,60 \$ 4 % à 13 %	✓	2,40 \$ à 2,56 \$ 5,0 % à 12,0 % ⁴
Dépenses d'investissement ⁵	2,577 G\$	Environ 2,5 G\$ ⁵	X	Environ 2,65 G\$
Secteur des services mobiles				
Produits tirés des services de réseau (externes)	6,298 G\$ 4,8 %	6,175 G\$ à 6,300 G\$ 3 % à 5 %	✓	6,425 G\$ à 6,490 G\$ 2,0 % à 3,0 %
BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ¹	2,887 G\$ 4,7 %	2,850 G\$ à 2,950 G\$ 3 % à 7 %	✓	2,975 G\$ à 3,060 G\$ 3,0 % à 6,0 %
Secteur des services filaires				
Produits (externes)	5,569 G\$ 2,8 %	5,525 G\$ à 5,625 G\$ 2 % à 4 %	✓	5,680 G\$ à 5,735 G\$ 2,0 % à 3,0 %
BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ¹	1,601 G\$ 4,4 %	1,550 G\$ à 1,625 G\$ 1 % à 6 %	✓	1,650 G\$ à 1,695 G\$ 3,0 % à 6,0 %

Objectif atteint (✓); Objectif non atteint (X).

- Se reporter à la *rubrique 4.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières »*.
- L'indication initiale pour 2015 prévoyait un BAlIA *incluant* les coûts de restructuration et autres coûts de 4,325 milliards de dollars à 4,500 milliards de dollars; cependant, en raison d'importantes augmentations des coûts de restructuration et autres coûts annoncées aux deuxième et troisième trimestres de 2015, nous avons révisé l'indication pour ces périodes. L'indication révisée, qui prévoit un BAlIA *excluant* les coûts de restructuration et autres coûts de 4,400 milliards de dollars à 4,575 milliards de dollars, tient compte du fait que nous avons exclu notre hypothèse initiale prévoyant des coûts de restructuration et autres coûts de 75 millions de dollars.
- Le BPA de base lié aux objectifs reflète le BPA de base tel qu'il est présenté, et il exclut l'incidence des coûts de restructuration et autres coûts supplémentaires en excédent de notre indication initiale de 75 millions de dollars au titre des coûts de restructuration et autres coûts, de même que les ajustements liés à l'impôt sur le résultat.
- L'objectif de croissance du BPA de base pour 2016 se situe entre 5,0 % et 12,0 %, par rapport à un BPA de base de 2,29 \$ en 2015, tel qu'il a été présenté.
- Ne tient pas compte des dépenses au titre des licences de spectre et exclut les transactions non monétaires. L'indication au chapitre des dépenses d'investissement a été révisée au deuxième trimestre de 2015; l'objectif initial correspondait approximativement à l'objectif au chapitre des dépenses d'investissement pour 2014 (2,359 milliards de dollars).

Nous avons formulé les principales hypothèses suivantes lorsque nous avons annoncé les objectifs pour 2015, en février 2015.

Hypothèses relatives aux objectifs pour 2015 et résultats

- Notre estimation initiale du taux de croissance de l'économie au Canada était de 2,1 % en 2015. Dans le rapport de gestion du deuxième trimestre, nous avons révisé notre estimation concernant le taux de croissance de l'économie au Canada pour 2015, pour la ramener entre 1,0 % et 1,5 %. Nous estimons que la croissance s'est élevée à 1,1 % en 2015.
- Aucune décision réglementaire ni aucune mesure gouvernementale défavorable importante. Une analyse des faits nouveaux en matière de réglementation survenus en 2015 est présentée à la *rubrique 10.4, « Questions de réglementation »*, de notre rapport de gestion annuel 2015. Aucun de ces faits nouveaux n'a eu une incidence importante sur nos activités.
- Poursuite de la concurrence soutenue au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs par rapport à 2014. Se reporter à la *rubrique 10.2, « Concurrence »*, de notre rapport de gestion annuel 2015.
- Gain d'environ un point de pourcentage au chapitre de la pénétration du marché des services mobiles au Canada. En 2015, nous estimons que la pénétration du marché des services mobiles au Canada a augmenté d'environ deux points de pourcentage.
- Adoption et échange continus, par les abonnés, de téléphones intelligents à forte concentration de données, qui tiennent au fait que les clients désirent une plus grande connectivité mobile à Internet. En 2015, les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des

Hypothèses relatives aux objectifs pour 2015 et résultats

produits tirés des services de réseau ont augmenté d’un exercice à l’autre de 2,1 points et se sont établis à 13,9 %, en raison de l’accroissement des volumes de fidélisation et de la hausse des coûts de financement par appareil tenant en grande partie au fait que les clients préfèrent les téléphones intelligents à valeur plus élevée.

- Croissance des produits tirés des services mobiles découlant des mises en service d’abonnés aux services postpayés en raison de la pénétration accrue du marché, et hausse modérée des PMAA combinés découlant des forfaits d’une durée de deux ans assortis de tarifs plus élevés, de l’utilisation accrue de données, y compris l’utilisation accrue de forfaits de données partagées, ainsi que de la composition des abonnés. En 2015, les produits tirés du réseau mobile se sont accrus de 4,8 %, et les PMAA combinés ont augmenté de 1,9 %.
- Augmentation des frais d’acquisition et de fidélisation d’abonnés des services mobiles, en fonction du nombre brut de mises en service, des pressions du marché et de l’incidence des contrats d’une durée de deux ans et de trois ans qui ont commencé à arriver à échéance simultanément. En 2015, les frais de fidélisation ont augmenté d’environ 23 % et les volumes de fidélisation se sont accrus de 10 %; cependant, les frais d’acquisition d’abonnés ont diminué d’environ 3 %, et les ajouts bruts ont reculé de 11 %.
- Croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données analogue à celle enregistrée en 2014, qui découle de l’accroissement du nombre d’abonnés au service Internet haute vitesse et au service Télé OPTIK, de l’accroissement des vitesses et de l’élargissement de l’infrastructure à large bande, ainsi que des solutions liées aux services d’impatriation des processus d’affaires et des solutions en santé. En 2015, les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté de 8,6 %, par rapport à 8,2 % en 2014, et le nombre total d’abonnés des services Internet haute vitesse et des services de télévision s’est accru de 7,5 % en 2015, par rapport à 8,2 % en 2014.
- Régimes de retraite : charge au titre des régimes de retraite à prestations définies se composant d’un montant d’environ 106 millions de dollars comptabilisé relativement à la charge au titre des avantages du personnel et d’un montant d’environ 26 millions de dollars comptabilisé dans les coûts de financement relativement au montant net des charges d’intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel; taux d’actualisation de 3,90 % aux fins de la comptabilisation des régimes de retraite à prestations définies du personnel (4,75 % en 2014); montant d’environ 88 millions de dollars aux fins de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies. En 2015, la charge au titre des régimes de retraite à prestations définies et le montant de la capitalisation au titre de ces régimes se sont établis approximativement aux montants estimés, sauf en ce qui concerne une charge au titre des régimes de retraite à prestations définies de 118 millions de dollars comptabilisée au poste « Charge au titre des avantages du personnel ».
- Coûts de restructuration et autres coûts d’environ 75 millions de dollars au titre de la poursuite des initiatives d’efficacité opérationnelle, et autres initiatives au chapitre de l’amélioration des marges visant à atténuer les pressions découlant du remplacement de la technologie et de la croissance du nombre d’abonnés. Dans le rapport de gestion du deuxième trimestre, nous avons révisé notre hypothèse et l’avons portée à environ 125 millions de dollars. Dans le rapport de gestion du troisième trimestre, nous avons de nouveau révisé cette estimation et l’avons portée à 250 millions de dollars (se reporter à *Investir dans les ressources internes*, à la rubrique 2.2 de notre rapport de gestion annuel 2015). Le résultat réel s’est établi à 226 millions de dollars en 2015.
- Impôt sur le résultat : impôt sur le résultat calculé selon le taux prévu par la loi applicable de 26,0 % à 26,5 % et paiements d’impôt en trésorerie de 280 millions de dollars à 340 millions de dollars. Une diminution des paiements d’impôt en trésorerie était prévue en 2015, en raison principalement de la réduction des paiements finaux pour l’année fiscale précédente. Dans notre rapport de gestion du deuxième trimestre, nous avons révisé à la baisse notre estimation au chapitre des paiements d’impôt en trésorerie, la fourchette révisée se situant entre 200 millions de dollars et 260 millions de dollars. Cette révision découle du report en 2016 des acomptes provisionnels pour 2015, ainsi que de l’augmentation des remboursements découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs. Le taux d’imposition prévu par la loi applicable réel s’est établi à 26,5 % en 2015, ce qui tient compte de l’incidence de la hausse du taux d’imposition provincial des sociétés en Alberta, qui est passé de 10 % à 12 % avec prise d’effet le 1^{er} juillet 2015. Le montant réel des paiements d’impôt en trésorerie s’est établi à 256 millions de dollars en 2015.
- Investissements continus dans l’infrastructure à large bande ainsi que dans l’élargissement du réseau 4G LTE et dans les mises à niveau de ce réseau, de même que dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes. En 2015, les dépenses d’investissement (excluant les licences de spectre et les transactions non monétaires) se sont établies à 2,577 milliards de dollars, y compris la poursuite des investissements dans l’élargissement de notre réseau LTE et de notre réseau à fibres optiques, ainsi que les investissements dans les activités visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes (se reporter à « *Se doter de moyens nationaux* », à la rubrique 2.2 de notre rapport de gestion annuel 2015).
- Participation aux enchères de licences de spectre concernant le spectre des SSFE-3 (bandes de fréquence de 1 755 à 1 780 MHz et de 2 155 à 2 180 MHz) ainsi que la bande de fréquence de 2,5 GHz (2 500 à 2 690 MHz), qui ont été tenues par le ministère de l’Innovation, des Sciences et du Développement économique (auparavant Industrie Canada) en mars 2015 et en avril 2015. Nous avons participé à ces enchères, ainsi qu’aux enchères visant le spectre résiduel tenues en août 2015 (se reporter à « *Se doter de moyens nationaux* », à la rubrique 2.2 de notre rapport de gestion annuel 2015).
- Dépréciation continue du dollar canadien par rapport au dollar américain, le taux de change moyen s’étant établi à 90,5 cents US en 2014. Cette dépréciation tient en partie à l’incidence de la baisse des prix du pétrole sur les exportations canadiennes. L’hypothèse concernant la dépréciation continue du dollar canadien en 2015 a été confirmée, le taux de change moyen du dollar canadien s’étant établi à 78 cents US en 2015.

1.7 Objectifs financiers et opérationnels pour 2016

Pour 2016, nous prévoyons une croissance des produits consolidés de 12,750 milliards de dollars à 12,875 milliards de dollars, ou d’environ 2,0 % à 3,0 %. Nous prévoyons un BAIIA consolidé excluant les coûts de restructuration et autres coûts de 4,625 milliards de dollars à 4,755 milliards de dollars, soit une croissance d’environ 3,0 % à 6,0 %. La croissance des produits et du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts devrait découler de l’accroissement des services de transmission de données mobiles et filaires ainsi que des économies provenant des initiatives de rentabilité. Nous prévoyons un BPA de base de 2,40 \$ à 2,56 \$, soit une augmentation d’environ 5,0 % à 12,0 % attribuable à la croissance du BAIIA, ainsi qu’à la réduction du nombre d’actions en circulation découlant de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Les produits tirés du réseau mobile devraient être de 6,425 milliards de dollars à 6,490 milliards de dollars en 2016, soit une augmentation d’environ 2,0 % à 3,0 % découlant de la modeste croissance du nombre d’abonnés et des PMAA combinés. Nous nous attendons également à ce que la croissance des produits tirés des services de transmission de données et des produits tirés des services d’itinérance neutralise la diminution des produits tirés des services de transmission de la voix. Nous prévoyons un BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts du secteur des services mobiles de 2,975 milliards de dollars à 3,060 milliards de dollars, soit une augmentation d’environ 3,0 % à 6,0 %, en raison de la croissance prévue des produits tirés du réseau mobile, des économies découlant de nos initiatives continues en matière d’efficacité, et de la stabilité des frais de fidélisation.

Nous prévoyons des produits du secteur des services filaires de 5,680 milliards de dollars à 5,735 milliards de dollars en 2016, soit une augmentation d’environ 2,0 % à 3,0 % qui reflète la croissance continue des produits tirés des services de transmission de données, notamment le service Internet haute vitesse et le service Télé OPTIK, ainsi que des services d’impartition des processus et des services TELUS Santé, facteur neutralisé en partie par la diminution continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants et par l’incidence continue du ralentissement économique. Nous prévoyons un BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts du secteur des services filaires de 1,650 milliard de dollars à 1,695 milliard de dollars en 2016, soit une augmentation d’environ 3,0 % à 6,0 %. Nous prévoyons une amélioration des marges en ce qui a trait aux services Internet haute vitesse et au service Télé OPTIK, aux services d’impartition des processus d’affaires et aux services TELUS Santé, ainsi qu’aux initiatives continues en matière d’efficacité, qui sera neutralisée en partie par la tendance à la baisse continue, au sein de l’industrie, des pertes liées aux produits tirés des services de transmission de la voix existants qui génèrent des marges plus élevées.

Les dépenses d’investissement consolidées, en excluant l’acquisition de licences de spectre et les transactions non monétaires, devraient s’établir à environ 2,65 milliards de dollars en 2016. Nous prévoyons poursuivre l’élargissement et les mises à niveau de notre infrastructure à large bande, y compris le déploiement continu de la fibre optique plus loin dans le réseau et le branchement d’un plus grand nombre de foyers et d’entreprises au réseau à fibres optiques, en vue de soutenir la croissance du nombre d’abonnés au service Internet haute vitesse et au service Télé OPTIK et l’accroissement des vitesses liées aux services Internet sur le réseau à large bande. Nous prévoyons continuer d’investir dans notre réseau mobile aux fins de l’élargissement et des mises à niveau du réseau 4G LTE, y compris le déploiement continu du spectre dans les bandes de fréquence de 700 MHz et de 2 500 MHz, et nous comptons également investir dans des initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos activités accordant la priorité aux clients, et dans la préparation du réseau et des systèmes pour la mise hors service future d’actifs existants.

Nos objectifs, politiques et lignes directrices à long terme sur le plan financier sont décrits à la *rubrique 4.3* de notre rapport de gestion annuel 2015. L’atteinte de nos objectifs pour 2016 est assujettie à des risques et incertitudes comprenant, sans toutefois s’y limiter, la concurrence, les questions de réglementation, les exigences en matière de financement et d’endettement, les questions fiscales, la conjoncture économique, les litiges et d’autres facteurs dont il est fait mention dans la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* et dans notre rapport de gestion annuel 2015 déposé le 11 février 2016. Les objectifs de 2016 sont basés sur un grand nombre d’hypothèses, dont les suivantes :

Hypothèses pour 2016

- Croissance modérée de l'économie au Canada en 2016, le taux de croissance estimé étant de 1,7 %, par rapport au taux estimé de 1,1 % en 2015. En ce qui concerne les provinces de l'ouest du Canada où nous sommes l'entreprise de service local titulaire (l'« ESLT »), le taux de croissance estimé de l'économie en Colombie-Britannique s'est établi à 2,3 % en 2015 et sera de 2,0 % à 2,5 % en 2016, et le taux de croissance (contraction) de l'économie en Alberta s'est établi à environ (1,0) % en 2015 et sera de 0,5 % à 1,0 % en 2016, en raison en partie de la faiblesse des prix du pétrole.
- Aucune décision réglementaire ni aucune mesure gouvernementale défavorables importantes.
- Poursuite de la concurrence soutenue au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs.
- Hausse de la pénétration du marché des services mobiles au Canada, comparable à 2015.
- Adoption et échange continus, par les abonnés, de téléphones intelligents à forte concentration de données, en raison du fait que les clients désirent une connectivité mobile accrue à Internet.
- Croissance des produits tirés des services mobiles découlant de la modeste croissance des mises en service des abonnés aux services postpayés et des PMAA combinés.
- Frais d'acquisition et de fidélisation d'abonnés stables par rapport à ceux comptabilisés en 2015; cependant, ces frais varieront en fonction du nombre brut de mises en service, des pressions du marché et de l'incidence continue de l'arrivée à échéance simultanée, à compter de juin 2015, des forfaits d'une durée de deux ans et de trois ans.
- Croissance continue des produits tirés des services filaires de transmission de données, qui découle de l'accroissement du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse et au service Télé OPTIK, de l'augmentation des vitesses et de l'élargissement de l'infrastructure à large bande, ainsi que de la croissance des services d'impartition des processus d'affaires et des solutions en santé.
- Maintien de l'attention que nous prêtons à nos initiatives accordant la priorité aux clients et de la probabilité que nos clients recommandent nos produits et services.
- Régimes de retraite : charge au titre des régimes de retraite à prestations définies se composant d'un montant d'environ 89 millions de dollars comptabilisé relativement à la charge au titre des avantages du personnel et d'un montant d'environ 5 millions de dollars comptabilisé dans les coûts de financement relativement au montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel; taux d'actualisation de 4,00 % aux fins de la comptabilisation des régimes de retraite à prestations définies du personnel (3,90 % en 2015); montant d'environ 57 millions de dollars au titre de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies.
- Coûts de restructuration et autres coûts d'environ 175 millions de dollars au titre des initiatives d'efficacité opérationnelle, et autres initiatives au chapitre de l'amélioration des marges visant à atténuer les pressions découlant de la lente croissance de l'économie, du remplacement de la technologie et de la modeste croissance du nombre d'abonnés. Nous avons mené à terme notre initiative visant une réduction d'environ 1 500 postes à temps plein annoncée en novembre 2015.
- Impôt sur le résultat : impôt sur le résultat calculé selon le taux d'imposition prévu par la loi applicable de 26,3 % à 26,8 % et paiements d'impôt en trésorerie de 570 millions de dollars à 630 millions de dollars (256 millions de dollars en 2015). L'augmentation des paiements d'impôt en trésorerie en 2016 est principalement imputable à l'incidence de l'utilisation des pertes de Public Mobile en 2014, laquelle a donné lieu i) au report en février 2016 d'une tranche de l'impôt exigible en 2015; ii) à l'augmentation, par rapport à 2015, des acomptes provisionnels payables en 2016, ce qui devrait donner lieu à une réduction d'environ 150 millions de dollars des paiements d'impôt en trésorerie en 2017.
- Investissements accrus dans l'infrastructure à large bande, y compris notre nouveau réseau à fibres optiques, ainsi que dans l'élargissement du réseau 4G LTE et dans les mises à niveau, de même que dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes.
- Dépréciation continue du taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain, comparativement au taux de change moyen de 78 cents US en 2015, qui tient en partie à l'incidence continue des faibles prix du pétrole et à certains changements apportés aux politiques monétaires aux États-Unis.

2. Évolution de la situation financière

Se reporter au rapport de gestion annuel 2015 pour des renseignements concernant l'évolution de la situation financière.

3. Analyse des résultats concernant les flux de trésorerie

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités d'exploitation.

Se reporter au rapport de gestion annuel 2015 pour une analyse détaillée des sujets suivants : i) la situation de trésorerie et les sources de financement; ii) les facilités de crédit; iii) la vente de créances clients; iv) les notations du crédit; v) les instruments financiers, engagements et passifs éventuels; vi) l'information sur les actions en circulation; vii) les transactions entre parties liées.

3.1 Aperçu des résultats concernant les flux de trésorerie

En 2015, nous avons versé un montant de 1,5 milliard de dollars relativement aux licences de spectre acquises dans le cadre des enchères du premier trimestre concernant le spectre des SSFE-3, ainsi qu'un montant de 479 millions de dollars relativement aux licences acquises dans le cadre des enchères du deuxième trimestre concernant le spectre dans la bande de fréquence de 2 500 MHz et un montant de 58 millions de dollars relativement aux licences acquises dans le cadre des enchères du troisième trimestre concernant le spectre résiduel (bande de fréquence de 700 MHz et spectre des SSFE-3). En mars 2015, nous avons, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, émis des billets de premier rang non garantis d'un montant de 1,75 milliard de dollars en trois séries; nous avons principalement utilisé le produit pour financer l'acquisition des licences de spectre dans le cadre des enchères pour les SSFE-3, pour rembourser une tranche d'environ 110 millions de dollars du montant prélevé sur notre facilité de crédit de 2014, ainsi que pour rembourser une tranche d'environ 135 millions de dollars de l'encours du papier commercial. Nous avons utilisé des emprunts à court terme et des facilités de crédit à long terme existants pour financer les licences de spectre acquises dans le cadre des enchères concernant la bande de fréquence de 2 500 MHz et le spectre résiduel. En décembre 2015, nous avons, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, émis des billets de premier rang non garantis d'un montant de 1,0 milliard de dollars en deux séries; nous avons principalement affecté le produit au remboursement de l'encours du papier commercial et au remboursement, à l'échéance, d'une tranche du montant en capital de 600 millions de dollars des billets de série CI arrivant à échéance en mai 2016.

En 2015, nous avons versé des dividendes de 992 millions de dollars aux détenteurs d'actions ordinaires, et un montant en trésorerie de 628 millions de dollars revenant aux actionnaires, par l'entremise de rachats d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2015, qui est terminée, et de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016, qui est déjà entamée. Au cours du mois clos le 31 janvier 2016, nous avons racheté 1,0 million d'actions ordinaires dans le cadre de notre programme de rachat d'actions automatique, pour un coût de 39 millions de dollars. Après le 31 décembre 2015, soit en janvier 2016, nous avons versé des dividendes de 263 millions de dollars aux détenteurs d'actions ordinaires. Les politiques financières liées à notre structure du capital, notre plan financier et notre compte rendu du plan financier et du plan de gestion de la structure du capital sont décrits à la *rubrique 4.3* de notre rapport de gestion annuel 2015.

Flux de trésorerie

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Entrées liées aux activités d'exploitation	863	917	(5,9) %	3 542	3 407	4,0 %
Entrées liées aux activités d'investissement	(625)	(713)	12,3 %	(4 477)	(3 668)	(22,1) %
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	(156)	(370)	57,8 %	1 098	(15)	n.s.
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	82	(166)	149,4 %	163	(276)	159,1 %
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	141	226	(37,6) %	60	336	(82,1) %
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	223	60	n.s.	223	60	n.s.

3.2 Entrées liées aux activités d'exploitation

Les entrées liées aux activités d'exploitation ont diminué de 54 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 et ont augmenté de 135 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015, par rapport aux périodes correspondantes de 2014.

Analyse des variations des entrées liées aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Quatrième trimestre	Exercice complet
Entrées liées aux activités d'exploitation pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2014	917	3 407
Variations d'un exercice à l'autre :		
Augmentation (diminution) du BAIIA (se reporter à la rubrique 1.3, « Secteur des services mobiles », et à la rubrique 1.4, « Secteur des services filaires »)	(23)	46
Augmentation des décaissements au titre de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des charges	(93)	(112)
Diminution des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies, déduction faite des charges	4	25
Diminution des décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des charges de restructuration	45	96
Augmentation des intérêts payés	—	(46)
Augmentation des intérêts reçus	20	22
Diminution (augmentation) des paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues	(8)	208
Autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	1	(104)
Entrées liées aux activités d'exploitation pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2015	863	3 542

- Les paiements au titre de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des charges, ont augmenté d'un exercice à l'autre au cours du trimestre et de l'exercice complet en 2015, en raison principalement de la hausse des sorties de trésorerie d'un exercice à l'autre liées aux unités d'actions restreintes attribuable à une différence temporaire qui a entraîné une sortie de trésorerie qui aurait dû normalement avoir lieu au quatrième trimestre de 2014, mais qui a finalement eu lieu au premier trimestre de 2015 en raison d'un retard dans notre répartition annuelle de 2012 des unités d'actions restreintes.
- Les décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des charges de restructuration, ont diminué d'un exercice à l'autre au cours du trimestre et de l'exercice complet 2015, ce qui reflète la hausse des coûts de restructuration et autres coûts découlant en grande partie des coûts liés à l'effectif et de la rationalisation des biens immobiliers, facteurs neutralisés en partie par la hausse des décaissements connexes en 2015.
- Les paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues, sont demeurés relativement inchangés d'un exercice à l'autre au cours du trimestre et ont diminué d'un exercice à l'autre au cours de l'exercice complet 2015. La diminution au cours de l'exercice complet reflète la réduction des acomptes provisionnels requis et la diminution du paiement d'impôt final pour l'année d'imposition 2014, par rapport au paiement d'impôt final requis pour l'année d'imposition 2013 au cours de la période correspondante de 2014.
- Les autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation reflètent une diminution nette de 104 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015, par rapport à 2014. Cette diminution tient compte d'une baisse des créditeurs et charges à payer et d'une hausse des stocks, neutralisées en partie par une baisse des débiteurs et des charges payées d'avance.

3.3 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont diminué d'un exercice à l'autre de 88 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, et ont augmenté d'un exercice à l'autre de 809 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015. Les variations tiennent notamment à ce qui suit :

- La diminution d'un exercice à l'autre des paiements en trésorerie au titre des immobilisations (excluant les licences de spectre) de 35 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 et leur augmentation d'un exercice à l'autre de 149 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015. Ces variations se composent de ce qui suit :
 - l'augmentation d'un exercice à l'autre des dépenses d'investissement de 85 millions de dollars au quatrième trimestre et de 218 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2015 (se reporter au tableau et à l'analyse ci-dessous);

- la diminution comparative des paiements relatifs aux dépenses d’investissement tenant au moment auquel les paiements ont été effectués, les créiteurs et charges à payer ayant augmenté d’un exercice à l’autre de 117 millions de dollars au cours du trimestre et de 66 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2015.
- L’augmentation d’un exercice à l’autre de 46 millions de dollars des paiements au titre des licences de spectre pour les services sans fil au quatrième trimestre de 2015, qui reflète le paiement final au titre des licences de spectre pour les services sans fil acquises dans le cadre des enchères concernant le spectre résiduel tenues en août 2015. Les paiements au titre des licences de spectre se sont élevés à 2,0 milliards de dollars au cours de l’exercice complet 2015, par rapport à environ 1,2 milliard de dollars en 2014. Ces paiements reflètent les licences de spectre acquises dans le cadre du nombre inhabituellement élevé d’enchères concernant le spectre pour les services sans fil tenues en 2014 et en 2015; par suite de ces acquisitions, nous avons plus que doublé notre spectre à l’échelle nationale.
- Des paiements au titre des acquisitions d’entreprises et des investissements connexes totalisant néant au quatrième trimestre de 2015 (3 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014) et 10 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2015 (49 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2014), qui complètent nos secteurs d’activité existants.
- Des avances et des apports aux coentreprises immobilières, déduction faite des sommes reçues, d’un montant de 11 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, et des sommes reçues des coentreprises immobilières, déduction faite des avances et des apports, d’un montant de 48 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2015, qui reflètent principalement le remboursement de 95 millions de dollars au titre du financement des travaux de construction effectué par la coentreprise immobilière Jardin TELUS en vertu de son émission d’obligations en juillet 2015 relativement à la tour de bureaux, qui est maintenant terminée et dont les locaux sont occupés. Pour les périodes correspondantes de 2014, les avances et les apports aux coentreprises immobilières, déduction faite des sommes reçues, se sont élevés à 16 millions de dollars et à 53 millions de dollars, respectivement, ce qui reflète principalement les avances en vertu des facilités de crédit aux fins des travaux de construction, qui correspondent aux progrès accomplis dans le cadre de ces travaux.

Mesures des dépenses d’investissement

(en millions de dollars, sauf le ratio d’intensité du capital)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2015	2014	Variation	2015	2014	Variation
Dépenses d’investissement (excluant les licences de spectre et les transactions non monétaires)¹						
Secteur des services mobiles	209	188	11,2 %	893	832	7,3 %
Secteur des services filaires	446	382	16,8 %	1 684	1 527	10,3 %
Données consolidées	655	570	14,9 %	2 577	2 359	9,2 %
Intensité du capital du secteur des services mobiles (en %)	12	11	1 pt	13	13	— pt
Intensité du capital du secteur des services filaires (en %)	30	27	3 pts	29	27	2 pts
Intensité du capital consolidé ² (en %)	20	18	2 pts	21	20	1 pt

1. Les dépenses d’investissement comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n’a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Se reporter à la *note 25 b)* des états financiers consolidés.
2. Se reporter à la *rubrique 4.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières »*, pour les calculs et pour une description.

Les **dépenses d’investissement du secteur des services mobiles** ont augmenté d’un exercice à l’autre de 21 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 et de 61 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2015, en raison des investissements continus dans l’infrastructure à large bande du secteur des services mobiles afin d’accroître la couverture, la vitesse et la capacité du réseau, y compris le déploiement du spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, ainsi que des investissements continus dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos activités accordant la priorité aux clients, ainsi que dans la préparation du réseau et des systèmes pour la mise hors service future d’actifs existants.

Les dépenses d’investissement du secteur des services filaires ont augmenté d’un exercice à l’autre de 64 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015, et de 157 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2015. Nous avons continué d’investir dans notre infrastructure à large bande pour les services filaires, incluant le branchement direct de plus de foyers et d’entreprises à notre réseau à fibres optiques. Cet investissement soutient la croissance du nombre d’abonnés aux services Internet haute vitesse et aux services Télé OPTIK, ainsi que la demande de nos clients concernant des vitesses des services Internet plus élevées, et il accroît le champ d’application et la fonctionnalité de nos solutions en santé. Nous avons également poursuivi nos investissements dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes.

3.4 Entrées (sorties) liées aux activités de financement

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement ont diminué d’un exercice à l’autre de 214 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement ont augmenté d’un exercice à l’autre de 1,1 milliard de dollars au cours de l’exercice complet 2015. Les activités de financement ont trait à ce qui suit :

Dividendes versés aux détenteurs d’actions ordinaires

Les dividendes versés aux détenteurs d’actions ordinaires ont totalisé 252 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 et à 992 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2015, en hausse d’un exercice à l’autre de 19 millions de dollars au quatrième trimestre et de 79 millions de dollars au cours de l’exercice complet. Les augmentations reflètent la hausse du taux de dividende en vertu de notre programme de croissance du dividende, facteur neutralisé par la diminution du nombre d’actions en circulation découlant du rachat et de l’annulation d’actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Rachat d’actions ordinaires à des fins d’annulation

Au quatrième trimestre de 2015, nous avons racheté environ 6 millions d’actions en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016, pour un montant de 226 millions de dollars. Au cours de l’exercice complet 2015, nous avons racheté environ 16 millions d’actions en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2015, qui est terminée, et de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016, qui est déjà entamée, pour un montant de 628 millions de dollars. En 2014, nous avons racheté environ 2,9 millions d’actions au quatrième trimestre, pour un montant de 112 millions de dollars, et environ 16 millions d’actions au cours de l’exercice complet, pour un montant de 612 millions de dollars, en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2015

Période	Actions ordinaires rachetées et annulées	Prix d’achat moyen par action (en dollars)	Coûts d’achat (en millions de dollars)	Augmentation (diminution) des crédettes (en millions de dollars)	Décassements (en millions de dollars)
Premier trimestre	3 793 200	41,06	156	—	156
Deuxième trimestre	3 322 600	40,74	135	29	106
Troisième trimestre	2 531 862	43,43	110	(30)	140
Quatrième trimestre	5 962 800	39,15	234	8	226
Total	15 610 462	40,64	635	7	628

En janvier 2016, nous avons, par l’entremise du programme de rachat d’actions automatique, racheté 1 043 300 actions ordinaires à des fins d’annulation en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016

Période	Actions ordinaires rachetées et annulées	Prix d’achat moyen par action (en dollars)	Coûts d’achat (en millions de dollars)	Augmentation (diminution) des crédettes (en millions de dollars)	Décassements (en millions de dollars)
Janvier 2016	1 043 300	37,34	39	(5)	44

Emprunts à court terme

Les emprunts à court terme comprennent principalement les sommes qui nous sont avancées par une fiducie de titrisation sans lien de dépendance à la suite du transfert des opérations de titrisation de créances (se reporter à la rubrique 7.7, « Vente de créances clients », du rapport de gestion annuel 2015). Le produit s’est établi à 100 millions de dollars au premier trimestre de 2015, il a augmenté et s’est établi à 500 millions de dollars au deuxième trimestre de 2015, il a diminué et s’est établi à 100 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, et il est demeuré inchangé et s’est établi à 100 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015.

Émission et remboursement de titres de créance à long terme

Les émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, se sont établies à 329 millions de dollars au quatrième trimestre de 2015 et à 2,7 milliards de dollars au cours de l’exercice complet 2015, et se composent de ce qui suit :

- Le 24 mars 2015, nous avons, dans le cadre d’un appel public à l’épargne, émis des billets de premier rang non garantis d’un montant de 1,75 milliard de dollars, en trois séries, soit : des billets à 1,50 % d’un montant de 250 millions de dollars échéant le 27 mars 2018, des billets à 2,35 % d’un montant de 1,0 milliard de dollars échéant le 28 mars 2022, et des billets à 4,40 % d’un montant de 500 millions de dollars échéant le 29 janvier 2046. Le produit net a servi à financer une portion du prix d’achat de 1,5 milliard de dollars des licences de spectre pour les services sans fil acquises dans le cadre des enchères concernant le spectre des SSFE-3 tenues par le ministère de l’Innovation, des Sciences et du Développement économique (auparavant Industrie Canada) au cours du premier trimestre de 2015, ainsi qu’à rembourser une tranche d’environ 110 millions de dollars du montant prélevé sur notre facilité de crédit de 2014 et une tranche d’environ 135 millions de dollars de l’encours du papier commercial. La tranche résiduelle a été utilisée aux fins générales de la société.
- Une diminution des montants prélevés sur notre facilité de crédit renouvelable d’une durée de cinq ans, qui ont été ramenés de 400 millions de dollars au deuxième trimestre de 2015 à néant au troisième trimestre de 2015. Au 31 décembre 2015, aucun montant n’avait été prélevé sur notre facilité de crédit d’une durée de cinq ans, et un montant de 256 millions de dollars était requis pour garantir le papier commercial. Lorsque nous l’utilisons, notre programme de papier commercial nous permet d’obtenir des fonds à faible coût et il est entièrement soutenu par cette facilité de crédit consentie d’une durée de cinq ans (se reporter à la *rubrique 7.6*, « *Facilités de crédit* », de notre rapport de gestion annuel 2015).
- Un remboursement, le 23 novembre 2015, de nos débetures de série 2 de TELUS Communications Inc. d’un montant de 125 millions de dollars, à l’échéance.
- Le 8 décembre 2015, nous avons, dans le cadre d’un appel public à l’épargne, émis des billets de premier rang non garantis d’un montant de 1,0 milliard de dollars, comprenant des billets à 3,75 % d’un montant de 600 millions de dollars échéant le 10 mars 2026 et des billets à 4,85 % d’un montant de 400 millions de dollars par l’intermédiaire d’une nouvelle émission des billets de série CP échéant le 5 avril 2044. Le produit net a été affecté au remboursement d’une tranche d’environ 956 millions de dollars de l’encours du papier commercial et au remboursement, à l’échéance, d’une tranche du montant en capital de 600 millions de dollars des billets de série CI de TELUS arrivant à échéance en mai 2016. La tranche résiduelle sera utilisée aux fins générales de la société.
- Une diminution du papier commercial au quatrième trimestre de 2015, qui a été ramené de 787 millions de dollars (589 millions de dollars US) au 30 septembre 2015 à 256 millions de dollars au 31 décembre 2015 (185 millions de dollars US). L’augmentation nette du papier commercial au cours de l’exercice complet 2015 s’est établie à 126 millions de dollars.

L’ensemble de nos transactions au titre de la dette a donné lieu à une augmentation de la durée à l’échéance moyenne de la dette à long terme (excluant le papier commercial), la portant à environ 11,1 ans au 31 décembre 2015, par rapport à environ 10,9 ans à la fin de 2014. De plus, le coût moyen pondéré de la dette à long terme était de 4,32 % au 31 décembre 2015, par rapport à 4,72 % à la fin de 2014.

En comparaison, les remboursements de titres de créance à long terme, déduction faite des émissions de titres de créance, se sont établis à 25 millions de dollars au quatrième trimestre de 2014, et les émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, se sont établies à 1,8 milliard de dollars au cours de l’exercice complet 2014, et se composent de ce qui suit :

- Le 4 avril 2014, dans le cadre d’un appel public à l’épargne, nous avons émis des billets de premier rang non garantis d’un montant de 1,0 milliard de dollars, en deux séries, soit des billets à 3,20 % d’un montant de 500 millions de dollars échéant le 5 avril 2021, et des billets à 4,85 % d’un montant de 500 millions de dollars échéant le 5 avril 2044. Le produit net a servi à rembourser l’emprunt d’environ 914 millions de dollars contracté pour financer une portion du prix d’achat des licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, et la tranche résiduelle a été utilisée aux fins générales de la société.
- Le 10 septembre 2014, dans le cadre d’un appel public à l’épargne, nous avons émis des billets de premier rang non garantis d’un montant de 1,2 milliard de dollars en deux séries, soit des billets à 3,75 % d’un montant de 800 millions de dollars échéant le 17 janvier 2025, et des billets à 4,75 % d’un montant de 400 millions de dollars échéant le 17 janvier 2045. Le produit net a servi à rembourser la dette composée i) des avances sur la facilité de crédit de 2014 et du papier commercial émis pour financer une tranche importante du

remboursement par anticipation, le 8 septembre 2014, de nos billets de série CE à 5,95 % d'un montant de 500 millions de dollars, et ii) de l'encours restant de papier commercial, émis aux fins générales de la société.

- Une augmentation nette du papier commercial, qui a été porté à 130 millions de dollars au 31 décembre 2014, par rapport à néant au 31 décembre 2013.

4. Définitions et rapprochements

4.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières

Nous présentons certaines mesures non définies par les PCGR et fournissons des indications à ce sujet. Nous avons recours à ces mesures pour évaluer le rendement de TELUS et de ses secteurs opérationnels, et aussi pour déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables.

Bénéfice par action de base ajusté : Cette mesure sert à évaluer le rendement consolidé et elle ne tient pas compte des éléments qui pourraient fausser les tendances sous-jacentes concernant le rendement. Cette mesure ne doit pas être substituée au bénéfice par action de base pour évaluer le rendement de TELUS. Les éléments qui pourraient, selon la direction, obscurcir les tendances sous-jacentes concernant le rendement comprennent les profits ou les pertes importants liés aux participations dans la coentreprise de réaménagement immobilier, les coûts de restructuration et autres coûts, des primes au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, les ajustements liés à l'impôt sur le résultat, ainsi que les mises hors service d'immobilisations liées aux activités de restructuration (se reporter à la rubrique 1.2).

Intensité du capital : Cette mesure est calculée comme les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre et les transactions non monétaires) divisées par le total des produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses d'investissement avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

Ratio de distribution : Il s'agit d'une mesure historique représentant le total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés, divisé par le total du bénéfice par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires (divisé par le bénéfice par action de base annuel des exercices). L'indication visée par notre politique est d'avoir un ratio de distribution annuel sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, qui représente de 65 % à 75 % des bénéfices prévisibles, sur une base prospective.

Calcul du ratio de distribution

Exercices clos les 31 décembre (en dollars)	2015	2014
Numérateur – Total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire ¹	1,68	1,52
Dénominateur – Bénéfice net par action ordinaire	2,29	2,32
Ratio (en %)	73	66

1. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, nous avons fait concorder la période concernant le numérateur avec la période concernant le dénominateur; les montants des périodes correspondantes ont été retraités.

Ratio de distribution du bénéfice net ajusté : Le ratio historique fondé sur le bénéfice par action déclaré ajusté de manière à ne pas tenir compte des ajustements liés à l'impôt, de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, et des éléments ajustés dans le BAIIA est considéré comme plus représentatif du calcul des bénéfices prévisibles. Notre indication est d'avoir un ratio de distribution annuel sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, qui représente de 65 % à 75 % des bénéfices prévisibles, sur une base prospective.

Calcul du ratio de distribution du bénéfice net ajusté

Exercices clos les 31 décembre (en dollars)	2015	2014
Numérateur – Total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action	1,68	1,52

ordinaire ¹		
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars) :		
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	1 382	1 425
Ajouter : prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme après impôt sur le résultat	—	10
Ajouter : ajustements défavorables nets (déduire : ajustements favorables nets) liés à l'impôt sur le résultat	1	(6)
	1 383	1 429
Dénominateur – Bénéfice net ajusté par action ordinaire	2,29	2,33
Ratio ajusté (en %)	73	66

1. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, nous avons fait concorder la période concernant le numérateur avec la période concernant le dénominateur; les montants des périodes correspondantes ont été retraités.

BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) : Nous présentons le BAIIA et fournissons des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé utilisée pour évaluer le rendement consolidé ainsi que l'apport de nos deux secteurs opérationnels. Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. Le BAIIA ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de TELUS ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. Le BAIIA tel qu'il est calculé par TELUS correspond aux produits d'exploitation moins les montants inscrits aux postes « Achat de biens et services » et « Charge au titre des avantages du personnel ».

Nous pourrions également calculer un BAIIA ajusté qui exclurait les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas nos activités habituelles ou continues; selon nous, ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et ne devrait pas être pris en compte aux fins d'une évaluation de notre capacité à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes. En ce qui a trait à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, qui est prise en compte dans le secteur des services filaires et dans le secteur des services mobiles, nous ne prévoyons pas conserver une participation dans la tour d'habitation en copropriété du projet Jardin TELUS une fois que les travaux de construction seront terminés. En ce qui a trait à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, nous avons comptabilisé des gains, déduction faite des pertes liées à la participation, de néant aux quatrième trimestres de 2015 et de 2014 et au cours des exercices complets 2015 et 2014.

Rapprochement du BAIIA

(en millions de dollars)	Quatrième trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Bénéfice net	261	312	1 382	1 425
Coûts de financement	114	115	447	456
Impôt sur le résultat	85	106	524	501
Amortissement des immobilisations corporelles	406	366	1 475	1 423
Amortissement des immobilisations incorporelles	112	102	434	411
BAIIA	978	1 001	4 262	4 216

BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts : Nous présentons cette mesure en tant qu'indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel.

Calcul du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts

(en millions de dollars)	Quatrième trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
BAIIA	978	1 001	4 262	4 216
Coûts de restructuration et autres coûts	99	26	226	75
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	1 077	1 027	4 488	4 291

Flux de trésorerie disponibles : Nous présentons cette mesure comme un indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Les flux de trésorerie disponibles ne doivent pas être substitués aux mesures présentées dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Ils excluent les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs), le produit tiré des actifs cédés ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses d'investissement (excluant les acquisitions de licences de spectre) et qui peuvent notamment être utilisés pour payer les dividendes, rembourser la dette, racheter des actions, ou effectuer d'autres investissements. Les flux de trésorerie disponibles peuvent être complétés de temps à autre par le produit tiré des actifs cédés ou par les activités de financement.

Calcul des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
BAIIA	978	1 001	4 262	4 216
Coûts de restructuration, déduction faite des décaissements	56	11	97	1
Éléments des tableaux consolidés des flux de trésorerie :				
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des paiements	(78)	15	(38)	74
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	37	22	118	87
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(26)	(15)	(94)	(88)
Intérêts versés	(129)	(129)	(458)	(412)
Intérêts reçus	21	1	24	2
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	(655)	(570)	(2 577)	(2 359)
Flux de trésorerie disponibles avant impôt	204	336	1 334	1 521
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements reçus	(7)	1	(256)	(464)
Flux de trésorerie disponibles	197	337	1 078	1 057

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles selon notre définition et des entrées liées aux activités d'exploitation.

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des entrées liées aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Flux de trésorerie disponibles	197	337	1 078	1 057
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	655	570	2 577	2 359
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités d'exploitation	11	10	(113)	(9)
Entrées liées aux activités d'exploitation	863	917	3 542	3 407

Dette nette : Nous estimons que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des emprunts à court terme et des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couverts par la trésorerie et les placements temporaires disponibles. La mesure définie par les IFRS qui se rapproche le plus de la dette nette est la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. La dette nette est un élément du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**.

Calcul de la dette nette

Aux 31 décembre (en millions de dollars)	2015	2014
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	12 038	9 310
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	52	43
Actifs dérivés, montant net	(14)	—
Trésorerie et placements temporaires	(223)	(60)
Emprunts à court terme	100	100
Dette nette	11 953	9 393

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts : Cette mesure est définie comme la dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts sur 12 mois. Notre indication à long terme pour ce ratio est de 2,00 à 2,50 fois. Cette mesure est analogue au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit.

Coûts de restructuration et autres coûts : Afin de réduire nos coûts permanents, nous engageons des coûts de restructuration supplémentaires connexes non récurrents. Il est également possible que nous engagions des charges inhabituelles lorsque nous apportons des changements importants ou structurels à nos modèles d'affaires ou à nos modèles opérationnels. Les autres coûts comprennent les coûts externes supplémentaires engagés relativement aux acquisitions d'entreprises ou à la cession d'activités, ainsi que les frais de litige, dans le cas de pertes et de règlements importants.

Composantes des coûts de restructuration et autres coûts

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Achat de biens et services	11	6	70	21
Charge au titre des avantages du personnel	88	20	156	54
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA	99	26	226	75

4.2 Indicateurs opérationnels

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une entité de télécommunications sans fil. Elles n'ont cependant pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période.

Taux de désabonnement, par mois Nombre d'appareils d'abonnés désactivés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. L'appareil d'un abonné des services prépayés de TELUS ou des services prépayés de Koodo ou de Public Mobile est désactivé lorsque ce dernier n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration des crédits prépayés.

Frais d'acquisition Montant total au titre du financement des appareils (coût des appareils pour TELUS, moins le montant initial facturé au client), des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions (y compris le financement des appareils et les commissions) visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

Volumes de fidélisation Nombre d'appareils d'abonnés conservés au cours de la période en raison des efforts au chapitre de la commercialisation et des promotions, qui donnent lieu à l'échange d'appareils par les abonnés ou au renouvellement de leur contrat.

Appareil d'abonné des services mobiles (« abonné ») Unité génératrice de produits active et récurrente (p. ex., un téléphone cellulaire, une tablette ou une clé Internet mobile) dotée d'un numéro d'identité d'abonné unique (numéro SIM ou IMEI), qui donne accès aux réseaux mobiles de transmission de la voix ou de données à des fins de communication. De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque appareil aux fins de la facturation ou des services de soutien. Les appareils d'abonnés excluent les appareils offrant les services machine à machine (« M2M ») (un sous-ensemble de l'Internet des objets) tels que ceux utilisés pour effectuer le suivi des biens, les systèmes de contrôle à distance et les compteurs, les distributeurs automatiques et les guichets automatiques sans fil.

Nombre d'abonnés des services filaires Unité génératrice de produits active et récurrente, qui a accès aux services autonomes y compris l'accès à Internet, TELUS TV et les lignes résidentielles d'accès au réseau. De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque service aux fins de la facturation ou des services de soutien. Le nombre d'abonnés présenté ne tient pas compte des lignes d'affaires d'accès au réseau, car le remplacement des lignes utilisées pour les services de transmission de la voix par les services IP a entraîné des pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau sans qu'aucune baisse similaire des produits soit observée, en raison de la pertinence réduite de ces lignes d'affaires d'accès au réseau en tant qu'indicateur de rendement clé.

Périodes closes les 31 décembre (en millions, sauf les montants par action)	Trimestres		Exercices	
	2015	2014	2015	2014
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Services	2 943 \$	2 856 \$	11 590 \$	11 108 \$
Équipement	243	259	840	819
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 186	3 115	12 430	11 927
Autres produits d'exploitation	31	13	72	75
	3 217	3 128	12 502	12 002
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achat de biens et services	1 482	1 476	5 532	5 299
Charge au titre des avantages du personnel	757	651	2 708	2 487
Amortissement des immobilisations corporelles	406	366	1 475	1 423
Amortissement des immobilisations incorporelles	112	102	434	411
	2 757	2 595	10 149	9 620
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	460	533	2 353	2 382
Coûts de financement	114	115	447	456
BÉNÉFICE AVANT IMPÔT	346	418	1 906	1 926
Impôt sur le résultat	85	106	524	501
BÉNÉFICE NET	261	312	1 382	1 425
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL				
Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat				
Variation de la juste valeur latente des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	(3)	5	(4)	1
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	8	6	25	10
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers disponibles à la vente	2	(2)	—	(4)
	7	9	21	7
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat				
Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	486	(652)	445	(445)
	493	(643)	466	(438)
BÉNÉFICE GLOBAL	754 \$	(331) \$	1 848 \$	987 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE				
De base	0,44 \$	0,51 \$	2,29 \$	2,31 \$
Dilué	0,44 \$	0,51 \$	2,29 \$	2,31 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D'ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION				
De base	598	611	603	616
Dilué	599	613	604	618

États consolidés résumés de la situation financière

(non audité)

Aux 31 décembre (en millions)	2015	2014
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et placements temporaires, montant net	223 \$	60 \$
Débiteurs	1 428	1 483
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	1	97
Stocks	360	320
Charges payées d'avance	213	199
Avances aux coentreprises immobilières	66	—
Actifs dérivés courants	40	27
	2 331	2 186
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles, montant net	9 736	9 123
Immobilisations incorporelles, montant net	9 985	7 797
Goodwill, montant net	3 761	3 757
Autres actifs non courants	593	354
	24 075	21 031
	26 406 \$	23 217 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs courants		
Emprunts à court terme	100 \$	100 \$
Créditeurs et charges à payer	1 990	2 019
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	108	2
Dividendes à payer	263	244
Facturation par anticipation et dépôts de clients	760	753
Provisions	197	126
Tranche à court terme de la dette à long terme	856	255
Passifs dérivés courants	2	—
	4 276	3 499
Passifs non courants		
Provisions	433	342
Dette à long terme	11 182	9 055
Autres passifs non courants	688	931
Impôt sur le résultat différé	2 155	1 936
	14 458	12 264
Passif	18 734	15 763
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	7 672	7 454
	26 406 \$	23 217 \$

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie

(non audité)

Périodes closes les 31 décembre (en millions)	Trimestres		Exercices	
	2015	2014	2015	2014
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	261 \$	312 \$	1 382 \$	1 425 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des entrées liées aux activités d'exploitation :				
Amortissement des immobilisations corporelles et amortissement des immobilisations incorporelles	518	468	1 909	1 834
Impôt sur le résultat différé	(9)	100	68	188
Charge de rémunération fondée sur des actions, montant net	(78)	15	(38)	74
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	37	22	118	87
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(26)	(15)	(94)	(88)
Autres	(46)	10	(17)	(49)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	206	5	214	(64)
Entrées liées aux activités d'exploitation	863	917	3 542	3 407
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(619)	(654)	(2 522)	(2 373)
Paiements en trésorerie au titre des licences de spectre	(46)	(28)	(2 048)	(1 171)
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions et placements connexes	—	(3)	(10)	(49)
Avances et apports aux coentreprises immobilières	(12)	(18)	(50)	(57)
Sommes reçues des coentreprises immobilières	1	2	98	4
Produit des cessions	47	—	52	7
Autres	4	(12)	3	(29)
Sorties liées aux activités d'investissement	(625)	(713)	(4 477)	(3 668)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires	(252)	(233)	(992)	(913)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	(226)	(112)	(628)	(612)
Émission et remboursement d'emprunts à court terme	(1)	—	—	(300)
Émission de titres de créance à long terme	2 882	659	9 219	7 273
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(2 553)	(684)	(6 486)	(5 450)
Autres	(6)	—	(15)	(13)
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	(156)	(370)	1 098	(15)
SITUATION DE TRÉSORERIE				
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	82	(166)	163	(276)
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	141	226	60	336
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	223 \$	60 \$	223 \$	60 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION				
Intérêts versés	(129) \$	(129) \$	(458) \$	(412) \$
Intérêts reçus	21 \$	1 \$	24 \$	2 \$
Impôt sur le résultat payé, montant net	(7) \$	1 \$	(256) \$	(464) \$

Trimestres clos les 31 décembre (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Produits d'exploitation								
Produits externes	1 772 \$	1 744 \$	1 445 \$	1 384 \$	— \$	— \$	3 217 \$	3 128 \$
Produits intersectoriels	17	15	44	44	(61)	(59)	—	—
	1 789 \$	1 759 \$	1 489 \$	1 428 \$	(61) \$	(59) \$	3 217 \$	3 128 \$
BAIIA¹	628 \$	629 \$	350 \$	372 \$	— \$	— \$	978 \$	1 001 \$
Dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre²	209 \$	188 \$	446 \$	382 \$	— \$	— \$	655 \$	570 \$
							Produits d'exploitation (ci-dessus)	3 217 \$
							Achat de biens et services	1 482
							Charge au titre des avantages du personnel	757
							BAIIA (ci-dessus)	978
							Amortissement des immobilisations corporelles	406
							Amortissement des immobilisations incorporelles	112
							Bénéfice d'exploitation	460
							Coûts de financement	114
							Bénéfice avant impôt	346 \$

Exercices clos les 31 décembre (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Produits d'exploitation								
Produits externes	6 933 \$	6 587 \$	5 569 \$	5 415 \$	— \$	— \$	12 502 \$	12 002 \$
Produits intersectoriels	61	54	174	175	(235)	(229)	—	—
	6 994 \$	6 641 \$	5 743 \$	5 590 \$	(235) \$	(229) \$	12 502 \$	12 002 \$
BAIIA¹	2 806 \$	2 727 \$	1 456 \$	1 489 \$	— \$	— \$	4 262 \$	4 216 \$
Dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre²	893 \$	832 \$	1 684 \$	1 527 \$	— \$	— \$	2 577 \$	2 359 \$
							Produits d'exploitation (ci-dessus)	12 502 \$
							Achat de biens et services	5 532
							Charge au titre des avantages du personnel	2 708
							BAIIA (ci-dessus)	4 262
							Amortissement des immobilisations corporelles	1 475
							Amortissement des immobilisations incorporelles	434
							Bénéfice d'exploitation	2 353
							Coûts de financement	447
							Bénéfice avant impôt	1 906 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAIIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.
2. Total des dépenses d'investissement.



Communiqué de presse

TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES

AVIS EST DONNÉ PAR LES PRÉSENTES que le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de quarante-quatre cents (0,44 \$) canadiens par action pour les actions ordinaires émises et en circulation, payable le 1er avril 2016 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 11 mars 2016.

Par décret du conseil d'administration

Monique Mercier

Vice-présidente à la direction, Affaires corporatives, chef des services juridiques et secrétaire générale de TELUS

Vancouver, Colombie-Britannique

Le 10 février 2016

Personne-ressource pour les relations avec les investisseurs

1-800-667-4871

ir@telus.com